

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 04 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **04 avril à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 29 mars 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Étaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN (à partir de 18h20), M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05), Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, COLSON, MM. ROCH, BEAUJOIN, Mme CHEMINI, MM. MAUPOIX (à partir de 18h50), TRIOLET (à partir de 18h15), Mme MUNSTER (jusqu'à 20h25), MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN (jusqu'à 20h25).

Absents excusés : M. TESTA, Mme FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mme GOLLÈS, M. ERRE.

10 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme JACQUEMOT (à partir de 19h05) ;
- ✓ M. TESTA donne pouvoir à M. MOUTON
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05) ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. GONTHIER (jusqu'à 18h50) ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. DUCHÊNE (à partir de 20h25) ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h15) ;
- ✓ M. MIRGODIN donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI (à partir de 20h25).

Secrétaire de séance : Monsieur Gérard TINDILLIÈRE.

- N°29 -

POLITIQUE DE LA VILLE

APPROBATION DU CONTRAT DE VILLE « ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 »

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

La politique de la ville est une compétence obligatoire de l'E.P.C.I.. Il s'agit d'une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, au bénéfice des quartiers défavorisés et de leurs habitants. Elle est conduite par l'État, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et les unités urbaines auxquelles ils appartiennent, et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Cette politique est cadrée, à l'échelle d'un EPCI, par un contrat de ville.

Les contrats de ville de nouvelle génération, dits « Engagements Quartiers 2030 », prennent comme base première la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Ils prennent donc le relais de la précédente génération des contrats de ville, signés pour la période 2015-2023, issus de cette même loi, et s'ancrent dans les nouvelles consignes gouvernementales, déterminées par :

- la circulaire du 15 mai 2023 portant sur le cadrage et les attendus envers la concertation citoyenne à mener dans le cadre de l'élaboration du nouveau contrat de ville, marquant la volonté d'une « participation citoyenne ravivée » ;

- la circulaire du 31 août 2023 fixant les modalités calendaires et méthodologiques d'élaboration de la nouvelle génération 2024-2030 des contrats de ville dans les départements métropolitains, prolongeant la concertation citoyenne jusqu'à fin octobre 2023 et arrêtant une conclusion des contrats de ville au plus tard le 31 mars 2024 ;

- les mesure du comité interministériel des villes du 27 octobre 2023 ;

- l'instruction gouvernementale du 4 janvier 2024 relative à la gouvernance des contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 », à la mobilisation des acteurs institutionnels ainsi qu'à la structuration et la gouvernance des contrats de ville.

Cette nouvelle génération de contrats de ville s'inscrit dans le cadre d'une géographie prioritaire actualisée par le décret du 28 décembre 2023, qui définit ou redéfinit 1 362 quartiers prioritaires à l'échelle métropolitaine. Sur le territoire de VITRY-LE-FRANÇOIS, les deux quartiers prioritaires définis en 2014 (Le Hamois et Rome Saint Charles) restent dans le zonage, avec des contours retravaillés, et le quartier La Fauverge entre dans les nouveaux contours. Cela porte à trois le nombre de quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) à l'échelle de notre Ville.

Durant l'année 2023 et pendant ce premier trimestre 2024, l'État, l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (EMOUS) de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, les partenaires de la politique de la ville, les acteurs du territoire et les habitants ont ainsi préparé conjointement le nouveau contrat de ville pour la période 2024-2030.

Une phase de diagnostic partagé a permis de définir les grands enjeux de cette nouvelle contractualisation :

- répondre au défi d'emploi, pérenne permettant de vivre au quotidien ;
- accompagner le ou les jeunes vers des parcours d'autonomie ;
- accompagner les habitants du Hamois dans la transformation du quartier et leur projet de vie ;
- penser des actions à l'échelle de la commune ;
- agir pour favoriser la cohabitation ;
- appuyer les acteurs du contrat de ville pour des projets lisibles et répondant aux enjeux du territoire.

Ces enjeux, déclinés en orientations et axes stratégiques, serviront de cadre de référence pour la sélection et le financement des opérations proposées par les différents acteurs, porteurs de projet, lors des futurs appels à projets.

Le contrat de ville est conclu avec l'État par la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS. Les signataires obligatoires et potentiels du contrat de ville suivants ont d'ores et déjà manifesté leur intention de signer le document cadre :

- Communauté de Communes Vitry Champagne et Der
- Agence Régionale de santé ;
- Caisse d'allocations familiales ;
- Rectorat de l'académie de Reims ;
- le Conseil Départemental ;
- le Conseil Régional ;
- le Foyer Rémois.

D'autres acteurs pourront ultérieurement, s'ils le souhaitent, rejoindre le dispositif via un avenant.

Au vu de ces éléments, il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le contrat de ville 2024-2030 (projet de contrat en annexe) et d'autoriser son Maire à le signer.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2014-137 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu l'avis favorable du bureau municipal,

Il vous est proposé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver les termes du contrat de ville 2024-2030 dont le projet est annexé à la présente délibération ;

2°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat de ville 2024-2030, ces avenants éventuels, tout courrier et plus largement tout document se rapportant à ce dossier.

La délibération est adoptée

par : **25 avis favorables,**

3 abstentions : Mme MUNSTER, MM. EL GHALLOUSSI, MIRGODIN,

2 avis contraires : M. TRIOLET, Mme GOLLÈS (pouvoir),

M. DUCHÈNE ne prenant pas part au vote.

Le secrétaire de séance
Gérard TINDILLIÈRE




POUR EXTRAIT CONFORME,

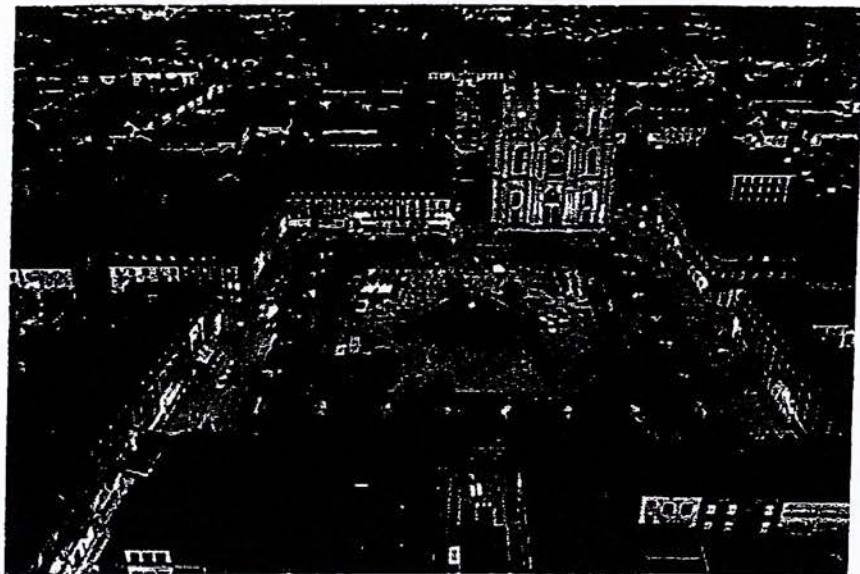
Le Maire,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 16 AVR. 2024
et de la publication le 16 AVR. 2024
ou de la notification du 16 AVR. 2024



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



CONTRAT DE VILLE
VITRY-LE-
FRANÇOIS
2024-2030

QUARTIER 2030

L'innovation au service de l'égalité



Préambule

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine définit la politique de la ville comme "une politique de cohésion urbaine et de solidarité nationale et locale envers les quartiers défavorisés et leurs habitants". Elle est mise en œuvre au moyen du Contrat de ville.

La politique de la ville désigne ainsi le terme regroupant l'ensemble des politiques publiques de lutte contre toutes les formes d'exclusion en milieu urbain répondant aux difficultés socio-économiques de territoires identifiés en difficultés. 3 quartiers sont désignés comme prioritaires à Vitry-Le-François. Rome Saint Charles, Le Hamois et La Fauvarge. Deux sont quartiers de veille active et la ville dans son ensemble est marquée par une vulnérabilité socio-économique dont il faudra tenir compte.

Le contrat de ville engage ainsi chaque partenaire signataire à s'accorder sur un diagnostic territorial, à établir une stratégie et à mettre en œuvre des actions concertées pour améliorer la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires de Vitry-Le-François dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de l'habitat, du cadre de vie et de la délinquance, de la famille, de la santé, des discriminations, de l'accès aux droits...

Cette politique publique est conduite dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Sommaire

CADRE

- Quartiers 2030..... 4

DIAGNOSTIC

- Données globales..... 6
- Analyse sociodémographique..... 7
- Diagnostic partagé..... 10

GEOGRAPHIE PRIORITAIRE

- Le HAMOIS..... 14
- ROME SAINT CHARLES..... 15
- La FAUVARGE..... 16

6 AXES STRATEGIQUES

- Répondre au défi d'emploi, pérenne permettant de vivre au quotidien..... 18
- Accompagner le ou les jeunes vers des parcours d'autonomie..... 19
- Accompagner les habitants du Hamois dans la transformation du quartier et leur projet de vie..... 20
- Penser des actions à l'échelle de la commune..... 20
- Agir pour favoriser la cohabitation..... 22
- Appuyer les acteurs du contrat de ville pour des projets lisibles et répondant aux enjeux du territoire..... 23

OUTILS AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION

- PRE..... 26
- NPNRU..... 27
- GUSP..... 29
- CLS..... 30
- PTLCD..... 32
- CTG..... 33
- Action cœur de ville..... 36
- Emploi & Développement économique..... 37

GOUVERNANCE

- Organisation technique du Contrat de ville..... 40
- Démarche intégrée..... 41
- Journée du territoire..... 44
- Instances de gouvernance..... 46
- Animation du Projet de territoire partagé..... 47
- Participation citoyenne..... 48
- Observatoire Social et Urbain 49
- Evaluation 51

SIGNATURE



CADRE

L'engagement Quartiers 2030

- Un cadre légal maintenu : celui de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 qui a créé les « contrats de ville ».
- La circulaire du 3 avril 2023 qui présente le cadrage général de la nouvelle contractualisation :
 - un zonage actualisé
 - une participation ravivée
 - une contractualisation resserrée.
- La circulaire du 15 mai 2023 qui précise le volet « concertation citoyenne » en lien avec les premières recommandations de la commission « participation citoyenne » présidée par Mohammed MECHMACHE et mise en place par le ministre de la ville et du logement le 6 mars 2023.
- Une circulaire du 31 08 2023 qui fixe le calendrier et les modalités méthodologiques d'élaboration de la nouvelle génération 2024-2030 des contrats de ville.
- Un comité interministériel des villes qui s'est tenu le 27 octobre 2023

Eléments principaux de la circulaire du 31 août 2023

- Une nouvelle contractualisation (contrat de ville nouvelle génération) qui se mettra en place sur 2024 à 2030 avec une année d'actualisation en 2027.
- Des contrats de ville qui s'appuient sur **l'expertise des habitants-es** (plateforme concertation citoyenne : <https://quartiers2030.anct.gouv.fr/>) : enjeu clé du contrat de ville.
- Le **contenu du contrat de ville (axes d'intervention)** construit à partir des **attentes et besoins des habitants** (abandon des approches en termes de « piliers »).
 - ⇒ Identifier les enjeux de territoire qui doivent se traduire en « **projets de quartier** »
 - ⇒ Définir un socle consacré à **des thématiques transversales** à identifier à l'échelle du contrat de ville.
- Des **contenus resserrés sur les enjeux principaux**.
- Un appui renforcé au **système d'acteurs** : financement pluriannuels, soutien des associations, notamment les plus petites, coopérations...
- Concevoir une **stratégie** (partenaires et dispositifs) pour permettre de répondre aux **enjeux locaux les plus prégnants** sur les territoires.
- Mieux articuler le **contrat de ville avec les autres stratégies locales**.
- Porter une attention aux **préoccupations** de l'Etat autour des politiques prioritaires : emploi, transitions, émancipation, sécurité.
- Intégration d'un **volet investissement**.
- Mobilisation, sous conditions, de **crédits ponctuels** pour répondre à des enjeux sur des « **poches de pauvreté** ».

Diagnostic

Eléments de contexte : approche globale

Dans la région, le territoire de Vitry-le-François est souvent qualifié de dynamique. La Communauté de communes de Vitry, Champagne et Der (CCVCD) mène une politique ambitieuse d'attractivité, combinant développement, solidarité et respect de l'environnement. Plusieurs publications nationales en témoignent.

La Ville de Vitry concentre environ la moitié de la population de la CCVCD, jouant ainsi un rôle central et portant de nombreux dispositifs. Cependant, elle connaît une transition démographique marquée par un vieillissement de sa population.

Bien que considérée comme une "petite ville dynamique", Vitry-Le-François présente également des défis. Malgré une offre culturelle, éducative et médicale importante, elle souffre des inconvénients des petites et moyennes villes isolées, notamment en termes d'accès aux centres de décision et de mobilité complexe. De plus, le "turnover" important des acteurs et partenaires contribue à une instabilité dans la mise en œuvre des projets et des politiques publiques.

C'est dans ce contexte que le Contrat de ville doit agir comme un levier, en développant une vision globale et intégrée. De nombreux projets structurants, tels que des centres de santé, Pôle médicaux, maisons de quartiers, centre sociaux, ainsi qu'un programme de renouvellement urbain ambitieux, sont en cours de développement.

Quant à l'évolution démographique des quartiers prioritaires, on observe une baisse de la population à toutes les échelles de territoire, particulièrement marquée dans les deux quartiers prioritaires. Cette évolution souligne l'importance de prendre des mesures pour revitaliser ces quartiers et répondre aux besoins changeants de leur population, notamment en ce qui concerne le vieillissement et l'isolement social.

Analyse socio-démographique

Situation des quartiers prioritaires depuis le début du contrat de ville

EVOLUTION POPULATION	Communauté communes	évolution	Vitry le François	évolution	QPV Le Hamois	évolution	QPV Rome Saint Charles	évolution
Nb habitants / RP 2013	25 550		13 174		1 917		1 455	
Part QPV (en %) en 2013	13,1		25,6		14,6		11,0	
Nb habitants / RP 2018	24 070	↓ -6,2%	11 743	↓ -10,9%	1 475	↓ -23,1%	1 113	↓ -23,5%
Part QPV (en %) en 2018	10,8		19,6		12,6		9,5	

Source : INSEE, Recensement de la population 2013 et 2018

PROFIL SOCIO-DEMOGRAPHIQUE	Vitry le François	évolution	QPV Le Hamois	évolution	QPV Rome Saint Charles	évolution
Part pop 0-24 ans (en %)	29,8		32,3		35,8	
	27,4	↓ -2,4	29,5	↓ -2,8	31,0	↓ -4,8
Part pop 60 ans et plus (en %)	27,7		22,5		24,7	
	30,9	↑ 3,2	30,7	↑ 8,2	27,6	↑ 2,9
Indice jeunesse (rapport entre les moins de 20 ans que plus de 60 ans)	0,9		1,1		1,1	
	0,7	↓ -0,2	0,8	↓ -0,3	0,9	↓ -0,2
Part des immigrés (en %)	nd		7,1		27,6	
	8,0		9,4	↑ 2,3	22,5	↓ -5,1
Part ménages 1 personne (en %)	44,4		49,1		42,4	
	49,1	↑ 4,7	57,7	↑ 8,6	53,4	↑ 11,0
Part des familles monoparentales (en %)	22,1		35,1		22,7	

Source : Données RP 2019 et 2015

	QPV Le Hamois	évolution	QPV Rome Saint Charles	évolution
SCOLARISATION				
Taux de scolarisation des 15-24 ans	31,1		44,1	
	32,6	↑ 1,5	42,1	↓ -2,0
Part de la population ayant un diplôme Bac+2 et plus	nd		nd	
	6,6		4,9	
Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi	63,2		52,3	
	46,9	↓ -16,3	53,4	↑ 1,1

Source : INSEE, Recensement de la population 2015 et 2019

	CC Vitry, Champagne et Der	évolution	Vitry	évolution	QPV Le Hamois	évolution	QPV Rome Saint Charles	évolution
Médiane revenus dispo par UC (mensuel)*	1 552 €		1 327 €		1 155 €		1 020 €	
	1 640 €	↑ 5,7%	1 410 €	↑ 6,3%	1 300 €	↑ 12,6%	1 100 €	↑ 7,8%
Taux de pauvreté - Part pop sous le seuil de pauvreté (<60% du revenu médian)	17,1%		27,1%		37,0%		51,5%	
	17,5%	↑ 0,4	28,0%	↑ 0,9	35,5%	↓ -1,5	49,2%	↓ -2,3

Source : Fichier Localisé Social et Fiscal -FILOSOFI (INSEE) 2015 et 2019

	Vitry le François	évolution	QPV Le Harnois	évolution	QPV Rome Saint Charles	évolution
EMPLOI						
Part pers 15-64 ans ayant un emploi	47,5		37,1		25,5	
	50,4	⬆️ 2,9	42,1	⬆️ 5,0	31,4	⬆️ 5,9
Part pers 15-64 ans ayant un emploi (femmes)	41,1		29,1		19,8	
	45,2	⬆️ 4,1	31,8	⬆️ 2,7	26,0	⬆️ 6,2
Part d'emplois à durée limitée parmi les emplois	16,1		22,5		nd	
	17,2	⬆️ 1,1	29,6	⬆️ 7,1	nd	
Part d'emplois à temps partiel parmi les emplois			21,4		nd	
			21,8	⬆️ 0,4	nd	

Source : INSEE, Recensement de la population 2015 et 2019

	Vitry le François	évolution	QPV Le Harnois	évolution	QPV Rome Saint Charles	évolution
Nb allocataires CAF	3036		439		423	
	3124	⬆️ 2,9%	297	⬆️ -32,3%	438	⬆️ 3,5%
Nb alloc monoparentaux	547		86		63	
	559	⬆️ 2,2%	39	⬆️ -54,7%	59	⬆️ -6,3%
Nb alloc CAF - Allocation Adulte Handicapé	438		58		45	
	441	⬆️ 0,7%	29	⬆️ -50,0%	61	⬆️ 35,6%
Nb alloc CAF - RSA socle	654		122		126	
	613	⬆️ -6,3%	64	⬆️ -47,5%	119	⬆️ -5,6%
Nb alloc CAF - Prime d'activité**	871		97		105	
	1205	⬆️ 38,3%	99	⬆️ 2,1%	133	⬆️ 26,7%

Source : Données CNAF - Allocataires fin 2021 et fin 2015/2016

* Evolution du périmètre de l'intercommunalité pendant la période considérée.

** La prime d'activité est un complément de revenu entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Cette aide aux travailleurs aux revenus modestes remplace la prime pour l'emploi et le RSA activité. Elle est accordée sous conditions de revenus aux salariés et aux indépendants majeurs ainsi qu'à certains étudiants salariés et apprentis.

En réponse à « l'état d'urgence économique et social » de décembre 2018, une revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité, associée à l'élargissement des conditions d'éligibilité à cette prestation, a été mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2019.

LOI n° 2018-1213 du 24 décembre 2018 portant mesures d'urgence économiques et sociales : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000037851899/>

Nous pouvons constater grâce à l'analyse statistique des évolutions contrastées en termes de scolarisation et de devenir de la jeunesse. Les deux quartiers ont un taux de scolarisation peu satisfaisant, en particulier pour le QPV Le Rome Saint Charles (avec une problématique plus difficile pour les jeunes hommes).

Nous pouvons aussi constater un niveau de formation / diplôme qui reste particulièrement bas.

Le taux des jeunes (15-24 ans) sans emploi et non scolarisés reste à un niveau élevé mais avec des évolutions différentes selon les territoires : une baisse sur le QPV Le Hamois et un niveau qui reste élevé sur le QPV Rome Saint Charles.

Une problématique sur le QPV Le Hamois qui touche plus particulièrement les jeunes filles.

Un taux d'emploi est en amélioration mais reste toujours relativement faible.

Les deux quartiers se signalent par une augmentation du taux d'emploi, et la situation reste toujours plus favorable sur le Hamois.

Un point de vigilance doit être accordé quant au type d'emploi obtenu.

Un taux d'emploi des femmes reste, dans les deux quartiers, préoccupant malgré une amélioration importante sur le QPV Rome Saint Charles.

Vulnérabilité des quartiers prioritaires

Le taux de pauvreté baisse dans les deux quartiers mais reste en décalage par rapport au taux relevé au niveau de la Ville.

La situation de pauvreté est plus marquée sur le QPV Rome Saint Charles.

La médiane de revenus est en augmentation à toutes les échelles territoriales et elle augmente plus sur les QPV sans pour autant réduire de manière significative la situation, ce qui conduit à un maintien des situations de vulnérabilité

On constate une baisse globale des personnes relevant de minimas sociaux, en particulier sur le Hamois.

Par contre les habitants du QPV Rome Saint Charles restent marqués par des vulnérabilités importantes (handicap, travailleurs pauvres etc).

(source ORIV, évaluation du CDV 2015-2023)

Diagnostic partagé, une démarche d'élaboration collaborative, partenariale et participative

Les acteurs locaux ont été invités à partager leur analyse de la situation locale. En est ressorti l'enjeu du renforcement de l'accompagnement social des habitants : Réponse aux Besoins et Défis Émergents



Face à une demande croissante de la part de la population, Vitry-Le-François a entrepris plusieurs initiatives visant à renforcer ses moyens en équipements et en ressources humaines pour mieux répondre aux besoins locaux.

Dans cette optique, de nouveaux équipements tels que des maisons de quartier et des centres de santé ont été mis en place, accompagnés de dispositifs innovants. Parallèlement, les effectifs humains ont été renforcés pour assurer une meilleure prise en charge des besoins de la collectivité. L'engagement actif des habitants à contribuer à la vie collective de leur quartier est également encouragé et valorisé. De plus, la disponibilité du transport gratuit Vitry Bus est un réel atout en termes de mobilité.

Cependant, malgré les progrès réalisés, des préoccupations émergentes exigent une vigilance particulière. La sortie de la crise liée à la COVID-19, rendue plus complexe par la généralisation

des services en ligne, représente un défi majeur nécessitant une attention accrue et des actions spécifiques d'accompagnement. De même, l'augmentation inquiétante de multiples formes de violence appelle à une vigilance constante et à des mesures préventives efficaces.

Des défis persistent, surtout pour les publics les plus vulnérables. Il est crucial de renforcer les accompagnements et d'adapter les services à leurs besoins spécifiques. Même si atteindre et soutenir efficacement les personnes en situation de grande précarité reste une difficulté majeure. De plus, il est primordial de prendre en compte les nouveaux publics émergents, notamment dans le Quartier Rome Saint Charles.

La mise en œuvre des actions et la coordination entre les différents acteurs peuvent également représenter un défi. Les acteurs locaux peuvent parfois souffrir d'instabilité, soulignant ainsi l'importance de renforcer la proximité et la coordination entre les intervenants pour garantir une action efficace et cohérente sur le terrain.

Dans l'ensemble, la ville s'efforce de relever ces défis avec détermination, tout en restant attentive aux besoins évolutifs de sa population et en favorisant une approche collaborative entre tous les acteurs impliqués dans le bien-être de la population.

Il apparaît essentiel pour Vitry-Le-François de travailler sur son image globale et celle de ses quartiers, en menant des études approfondies et en favorisant une collaboration renforcée entre tous les acteurs impliqués.

Les acteurs s'accordent pour constater un cadre de vie qui évolue positivement dans les quartiers prioritaires

Les deux quartiers politique de la ville bénéficient d'opérations de rénovation dans des temporalités et des envergures différentes.

Si dans les deux cas, les quartiers sont repensés, les effets ne sont pas les mêmes.

Sur le QPV Rome Saint Charles, l'environnement urbain a été optimisé par contre les apports sur les logements restent insatisfaisants et le quartier a gardé une identité de quartier forte très stigmatisée. Parallèlement, le quartier a toujours pu bénéficier d'une solidarité à l'œuvre entre les habitants assez importante ce qui permet de faciliter le développement du lien social et lutter contre l'isolement.

Le QPV Le Hamois quant à lui est en chantier et devrait à terme changer radicalement de physionomie. Il s'agit de l'une des plus grosses opérations de démolition. Une violence peu visible existe (trafic, règlement de compte). Les habitants restants se questionnent sur leur devenir.

Anciennement quartier de veille, le quartier de La Fauvargue voit arriver un fort afflux de populations issues de l'opération de déménagement du quartier du Hamois.

Même s'il n'était pas concerné par la géographie prioritaire, il a tout de même fait l'objet de financements durant le contrat de ville (notamment au titre du DRE, CLAS...).

Des inquiétudes en termes de lien social, manque de centralité s'y expriment.

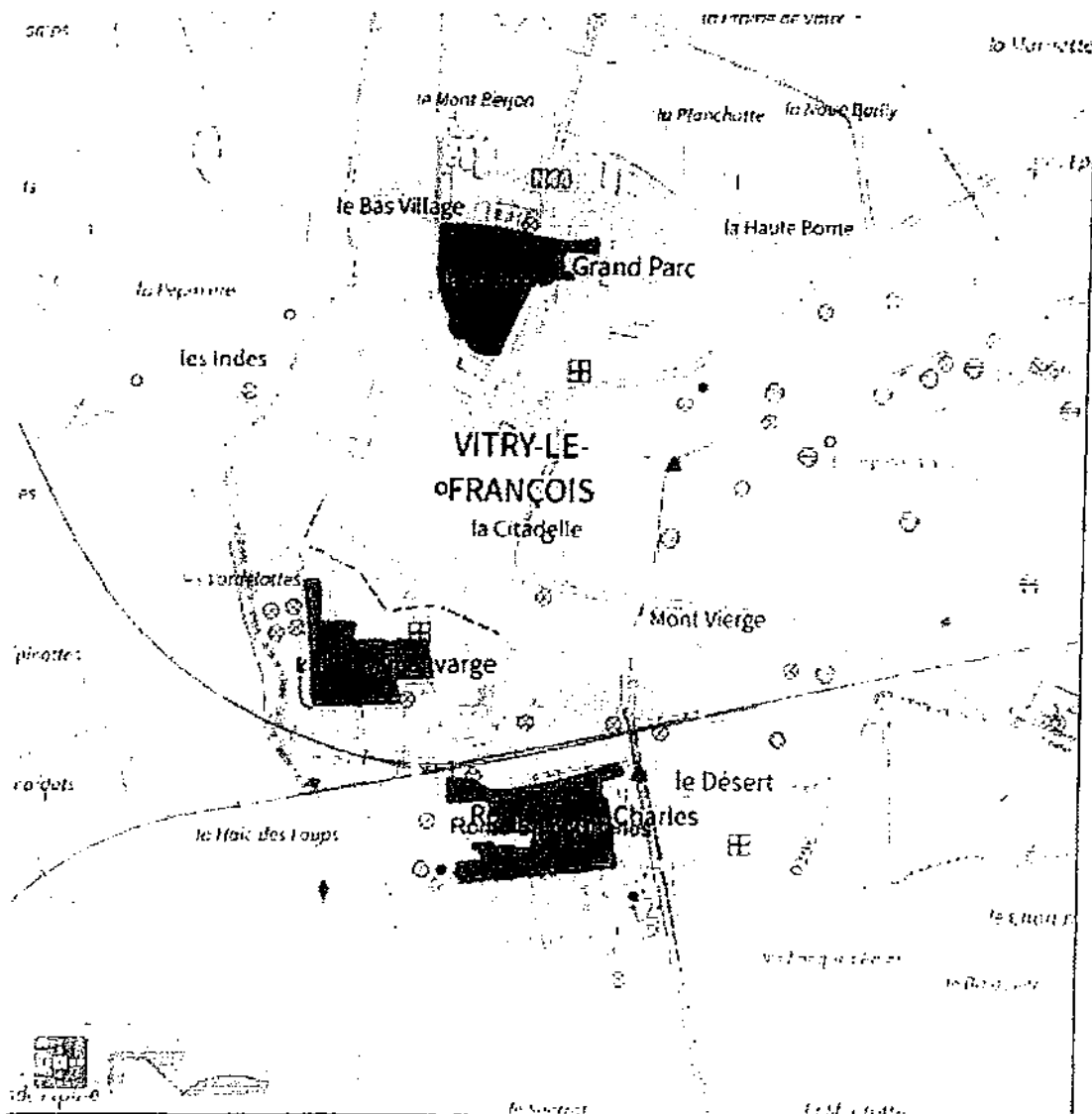
La situation défavorable de la Haute Borne a aussi été évoquée. Malgré le déplacement important de populations (dû au sentiment d'insécurité), des problématiques persistent et font de ce quartier une zone de vigilance active.

UNE GEOGRAPHIE PRIORITAIRE RENOUVELEE

3 quartiers Prioritaires

La ville compte 3 quartiers prioritaires de la ville :

1. Le Hamois
2. Rome saint Charles
3. La Fauvarge



LE HAMOIS

En ce qui concerne la composition démographique, il est important de noter que le quartier est en pleine recomposition. De nombreuses personnes expriment un fort attachement au quartier et manifestent le désir de revenir y vivre. Toutefois la baisse importante de population soulève des inquiétudes de la part des habitants. De plus, la présence de risques liés à la délinquance et au trafic constitue une préoccupation majeure.

En ce qui concerne les aménagements extérieurs et les équipements publics, le quartier bénéficie de nombreux atouts. En effet, il dispose d'une gamme étendue d'équipements et de services, comprenant notamment un centre social, un centre médical, des commerces, une école, une maison du projet, une gendarmerie, un parc, une accessibilité au lycée ainsi que des installations sportives. Toutefois, la présence d'une voie de passage routier importante représente un point faible, posant un risque pour la sécurité des habitants lors de la traversée les conduisant au centre-ville.

En ce qui concerne les liens avec la ville et les relations quartier-ville, le quartier présente des avantages notables. Il est intégré de manière continue au centre-ville et bénéficie d'une bonne accessibilité. De plus, des événements sont régulièrement organisés au parc Léo Lagrange, et une permanence est assurée à la maison du projet. Cependant, des problèmes liés à la circulation dans le quartier représentent une faiblesse potentielle.

En ce qui concerne le système d'acteurs, le quartier bénéficie d'une présence importante d'acteurs impliqués dans la vie locale. Cependant, l'absence d'une association de quartier constitue une faiblesse, rendant difficile la mobilisation des habitants par les acteurs locaux.

La présence d'espaces verts tels qu'un parc et des promenades favorise le lien avec la nature et les espaces ruraux avoisinants. Le développement de points d'eau pour faire face aux épisodes de canicule et la création de lieux de convivialité tels que des bistrots, restaurants ou brasseries au "hamois" favoriseraient les échanges sociaux.

Bien que des actions policières soient menées, plusieurs lieux de "squat" persistent dans le quartier.

Le quartier du Hamois est le théâtre d'une transformation majeure de sa morphologie urbaine, marquée par l'une des plus grandes opérations de démolition de la région. Cette évolution a conduit à un exode significatif de sa population, mais elle révèle également un potentiel considérable pour l'avenir. Gérer la transition pendant cette période de mutation est un enjeu crucial, tout comme le développement du lien social.

Malgré ces changements, le quartier maintient une activité économique dynamique, attirant des visiteurs des autres quartiers grâce à des points d'intérêt tels que le magasin « Action ».

De plus, sa proximité immédiate avec le centre-ville est un atout majeur. Les résidents bénéficient également d'équipements de qualité, comprenant un centre de santé, une maison de quartier, un centre social et culturel, ainsi que des espaces récréatifs tels que le Parc Leo Lagrange et le City Stade Saint Abdon.

Un projet de construction d'un nouveau groupe scolaire est en cours, visant à offrir un établissement moderne, durable, inclusif et ouvert sur le quartier.

Cependant, le quartier est confronté à des défis tels que la présence de nombreux points de deal, générant des perturbations nocturnes qui nécessitent une attention particulière.

En résumé, les priorités du quartier résident dans le maintien des services et des acteurs malgré la diminution de la population. Il est essentiel de préserver ces aspects, notamment dans le contexte de mutation que connaît actuellement le quartier.

Rome Saint Charles

Le Quartier Rome St Charles : Une situation contrastée

Le quartier Rome St Charles se distingue par une diversité culturelle et sociale foisonnante, formant ainsi un véritable creuset de la société contemporaine. Cette richesse se reflète non seulement dans sa population cosmopolite mais aussi dans ses multiples équipements et services qui en font un lieu de vie dynamique.

En effet, les habitants bénéficient d'un certain nombre d'infrastructures, allant d'un pôle médical à une médiathèque, en passant par des commerces locaux, une maison de quartier bien ancrée, un établissement scolaire complet, un collège, un parc verdoyant et un centre social animé, une prévention spécialisée, des associations caritatives. La proximité de l'hôpital constitue également un avantage majeur. Cette offre est complétée par une palette d'événements culturels et festifs, favorisant le brassage et l'inclusion sociale, tout en encourageant la collaboration entre les différents acteurs.

Toutefois, derrière cette richesse se cachent également des défis de taille. La disponibilité restreinte des permanences administratives telles que la CAF et la CPAM entrave l'accès aux services sociaux, tandis que la présence de violences urbaines et de trafic de drogue ternit la quiétude du quartier. De plus, la baisse démographique, particulièrement marquée chez les jeunes, pose des questions sur l'avenir du quartier.

La mixité, bien que vantée comme un atout, peut parfois se transformer en source de tensions, soulignant ainsi la nécessité d'une gestion équilibrée et inclusive. De même, les problèmes de garde pour les tout-petits et les défis de mobilité compliquent la vie quotidienne des résidents, créant des obstacles supplémentaires à leur bien-être.

Malgré ces enjeux, le Quartier Rome St Charles reste un lieu vivant, où la solidarité et l'engagement collectif continuent d'alimenter le bien-être et la cohésion sociale. Toutefois, bien qu'il possède des atouts, le quartier souffre d'une mauvaise image.

Le quartier de Rome Saint Charles se distingue par une proportion importante de publics allophones, ce qui soulève des défis en matière de gestion de l'interculturalité. Il a vu l'émergence d'un nouveau pôle médical.

Le quartier est affecté par des activités stupéfiantes qui nécessitent une attention particulière.

Malgré le bénéfice d'une opération de rénovation urbaine ayant eu peu d'impact sur les logements, le quartier continue de souffrir d'une image stigmatisée et le lien avec le centre-ville est moins évident.

L'école n'est pas en REP+ malgré des indicateurs de socio-économiques inquiétants.

Un projet prometteur de jardins partagés est en cours.

La Fauvarge

Le quartier de la Fauvarge est confronté à une précarisation croissante de sa population, avec des indicateurs socio-économiques en dégradation. Il ressent le besoin pressant d'un lieu de vie de proximité.

Malgré sa proximité avec le centre-ville, le quartier manque de commerces ou d'activités économiques significatives. Cependant, il abrite des infrastructures sportives telles que le Stade Ghiloni et la salle des sports la Champenoise, ainsi qu'une école dynamique. Le quartier est également lié au quartier Bord de Marne.

Des problèmes d'alcoolisation et d'activités de trafic de stupéfiants persistent.

Nouvel entrant dans la géographie prioritaire, le quartier ne bénéficie pas encore de données diagnostic territorialisées. Il faudra attendre que le Système d'information géographique de la politique de la ville actualise ses données pour être plus précis..

6 axes
stratégiques

Répondre au défi d'emploi, pérenne permettant de vivre au quotidien

Constats et Priorités

En examinant les réalités actuelles, plusieurs constats émergent, notamment en ce qui concerne l'emploi précaire dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV). On observe une prédominance de métiers peu qualifiés et peu reconnus, souvent liés à l'intérim et à des secteurs alimentaires. De plus, la typologie du public met en lumière des difficultés linguistiques et un manque de formation.

1. **Sujets Prioritaires à Aborder** Il est crucial de se pencher sur les questions suivantes :
 - Comment faciliter l'accès à l'emploi pour un plus grand nombre de personnes ?
 - Comment assurer la stabilité professionnelle une fois l'emploi obtenu ?
 - Comment renforcer les compétences psychosociales et l'estime de soi, des bases essentielles ?
 - Comment accompagner et sensibiliser les employeurs à ces enjeux ?
2. **Publics Cibles et Approches** Les publics concernés présentent des caractéristiques variées, notamment un faible niveau de qualification, des difficultés linguistiques et une mobilité réduite. Parmi eux, les familles monoparentales, les jeunes de 15 à 24 ans, les personnes âgées de plus de 55 ans, ainsi que des travailleurs à temps partiel et un public "invisible". Il est essentiel de développer des actions spécifiques et d'aller vers ces publics en mobilisant à la fois les professionnels et les habitants.
3. **Acteurs Impliqués et Actions En Cours** Plusieurs acteurs interviennent déjà dans ce domaine, tels que des associations d'apprentissage, un écrivain public numérique, des missions locales, des entreprises, des organismes de formation, entre autres. Il est important de capitaliser sur ces initiatives et de renforcer les liens avec les acteurs du développement économique pour favoriser une meilleure intégration professionnelle.
4. **Axes d'Action et Améliorations Envisagées** Pour aller plus loin, il est nécessaire d'améliorer la coordination entre les acteurs afin de construire des parcours d'insertion cohérents. Cela implique la conception de parcours bien structurés, adaptés aux besoins spécifiques des différents publics. De plus, il est crucial de renforcer les infrastructures liées à la mobilité et à la disponibilité, tout en intensifiant les partenariats avec les entreprises pour favoriser l'accès à l'emploi.

Accompagner le ou les jeunes vers des parcours d'autonomie

Actions prioritaires :

1. **Repérage du public** : Il ne se limite plus uniquement aux QPV.
2. **Accompagnement** :
 - Élaboration de projets incluant la découverte des entreprises et des métiers.
 - Promotion de la mobilité, notamment par l'obtention du permis de conduire et le recensement des ASRR (Attestation de Sécurité Routière).
 - Développement des compétences psychosociales à travers des projets axés sur les loisirs, la culture, le sport et l'expression, en tenant compte des droits et devoirs des jeunes.
 - Orientation scolaire et professionnelle.
 - Promotion de la mobilité.
 - Soutien en santé mentale.
 - Développement personnel et accès aux loisirs.
 - Acquisition de compétences sociales et relationnelles par le biais de situations collectives.
3. **Visibilité des structures** : Renforcer leur visibilité.

Publics concernés :

- Jeunes en cours d'orientation.
- Personnes en situation de mobilité géographique et sociale.
- Individus nécessitant un soutien en santé mentale.
- Individus souhaitant développer leurs compétences personnelles et accéder aux loisirs.

Acteurs impliqués :

- Divers acteurs sont déjà impliqués, mais leur coordination et leur efficacité peuvent être améliorées.

Actions supplémentaires :

- Investir dans des ressources humaines pour un accompagnement renforcé.
- Associer des acteurs promouvant les loisirs, la culture, le sport et les compétences personnelles à un cadre de droits et devoirs.
- Favoriser la mixité géographique et sociale malgré les difficultés rencontrées.

Accompagner les habitants du Hamois dans la transformation du quartier et leur projet de vie

Il apparaît que deux phases de travaux se sont achevées entre 2017 et 2021, tandis que quatre phases restent à réaliser, impliquant une démolition significative de logements, passant de 1 384 à 250, avec 100 autres logements relocalisés en dehors du quartier. Une école ainsi qu'une ouverture vers le centre-ville sont également à venir.

1. Dans cette perspective, les sujets prioritaires à aborder sont multiples :
 - Assurer une information régulière via la maison de projet.
 - Accompagner les habitants, notamment à travers des instances de concertations.
 - Veiller à la sécurité et à la propreté, en particulier dans les parties communes, pour garantir un cadre de vie satisfaisant.
 - Organiser des comités de suivi ou des groupes de travail impliquant la Ville, l'Éducation nationale, les centres sociaux culturels et le Foyer Rémois.
2. Les publics concernés sont diversifiés, comprenant des locataires installés souvent depuis plus de 20 ans, une population vieillissante, des commerçants, des propriétaires de maisons individuelles, ainsi que les membres de l'association « La Volière », le centre social et les personnes relais.
3. Parmi les acteurs déjà impliqués, on compte la ville, le centre social, le Foyer Rémois.
4. En vue d'améliorer la situation, il est envisagé de renforcer les permanences sur site avec la présence de travailleurs sociaux, de resserrer les liens avec les écoles et le collège, et de mettre en place des initiatives telles que les fêtes de quartier comme « Le Hamois bouge » et travailler sur des projets valorisant la Mémoire du quartier.

Penser des actions à l'échelle de la commune

Au cœur de notre territoire se dessinent des axes majeurs qui structurent notre géographie : le canal, les voies ferrées et la N4. Ces éléments ne se contentent pas de diviser notre espace, ils incarnent aussi les artères vitales de notre ville, reliant ses différentes parties dans un réseau complexe.

Si les identités de quartiers semblent moins marquées, elles demeurent indéniables.

Dans notre paysage « urbain », les appels à projets s'étendent sur des zones hétérogènes, reflétant ainsi la diversité des périmètres, des besoins et des aspirations. Les acteurs locaux eux-mêmes adoptent une vision holistique, dépassant les limites des simples quartiers pour

embrasser l'ensemble de la ville, voire au-delà, dans une perspective de développement communautaire intégré.

C'est dans cet esprit que des initiatives collaboratives fleurissent, telles que ZATYPIQUES, COUP DE GRACE, HAMOIS BOUGE, incarnant l'engagement de la collectivité dans des projets qui transcendent les frontières étroites pour s'inscrire dans une dynamique de bassin, d'unité urbaine.

Notre territoire, à la fois rural et urbain, trouve son équilibre avec le pôle de centralité que constitue Vitry-le-François, qui occupent une place centrale non seulement au sein de notre communauté de communes, mais également au-delà, catalysant ainsi le développement et le rayonnement territorial.

Cet élan est soutenu par un tissu d'acteurs dynamiques et ouverts à la collaboration, prêts à relever les défis qui se dressent devant nous. Parmi ces défis, la question de la mobilité des habitants se profile comme un enjeu majeur, appelant à des réflexions et des actions concertées pour garantir l'accessibilité et l'inclusivité du territoire pour tous ses résidents.

Priorités d'action :

1. **Quels sont les sujets prioritaires nécessitant notre attention immédiate?**
 - Création d'espaces et de temps propices aux rencontres informelles, favorisant ainsi les échanges et les synergies.
 - Amélioration des canaux d'information et de communication pour une meilleure diffusion des informations pertinentes.
 - Favoriser l'interconnaissance entre les différents acteurs, éliminant ainsi la nécessité constante d'explications sur les rôles de chacun.
2. **Quels sont les publics concernés et comment les impliquer de manière efficace?**
 - Les habitants, les acteurs locaux et les institutions sont les parties prenantes essentielles de nos projets.
3. **Qui sont les acteurs et quelles actions sont déjà en place et doivent être maintenues, développées ou ajustées?**
 - Des initiatives telles que les manifestations hors les murs du Centre Social et Culturel (CSC), l'animation territoriale de la MOUS et les actions de prévention spécialisée sont à saluer et à développer.
 - Les équipements dans les quartiers qui attirent un public diversifié doivent être optimisés pour répondre aux besoins spécifiques des habitants.
 - La plupart des intervenants, tels que Mars, la CAF, Unicité, le CSC et le CSD, ont une portée communale, voire plus large, et doivent être intégrés dans nos schémas directeurs.
4. **Quelles actions supplémentaires, nouvelles ou alternatives pouvons-nous envisager pour répondre aux besoins émergents de notre quartier?**
 - Explorer de nouvelles initiatives pour traiter des sujets spécifiques, comme la Haute Borne.
 - Organiser des rencontres informelles pour favoriser la coopération et l'innovation.

- Encourager la flexibilité pour permettre le partage de projets novateurs en dehors des cadres établis.
- Adopter une approche plus inclusive en permettant aux acteurs de participer activement dès le début du processus décisionnel.
- Impliquer activement les habitants dans un processus de consultation à long terme, intégré dans une démarche structurée de planification.

Enjeu : Agir pour favoriser la cohabitation

Certains quartiers, à l'instar de La Fauvarge, se retrouvent malheureusement en proie à un déficit en termes d'équipements et de services de proximité. Cette carence souligne l'impérieuse nécessité de créer de nouveaux lieux de vie, répondant aux besoins divers et évolutifs de la population locale.

Toutefois, malgré ces lacunes, il est à noter que les lieux déjà existants bénéficient d'une adoption rapide par les habitants. Cette appropriation témoigne d'une communication efficace et d'une articulation harmonieuse des différents acteurs locaux, facilitant ainsi l'accès aux services et équipements disponibles.

Par ailleurs, il est intéressant de constater que l'appropriation des espaces extérieurs varie sensiblement selon les publics. Cette disparité souligne l'importance de concevoir des aménagements urbains adaptés à la diversité des besoins et des usages, favorisant ainsi une appropriation inclusive et harmonieuse de l'environnement urbain par l'ensemble de la population.

Ces constats mettent en lumière les défis et les opportunités qui se présentent dans la gestion et le développement des quartiers urbains, appelant à une réflexion continue et à des actions concertées pour créer des espaces de vie dynamiques, inclusifs et résilients, capables de répondre aux aspirations et aux besoins de tous

1. Sujets prioritaires à travailler:

- Création d'une communication inter-quartiers.
- Renforcement de la sécurité et de la tranquillité résidentielle.
- Travail sur l'image des différents quartiers.

2. Publics concernés et approches:

- Public intergénérationnel, inter-quartier.
- Approche participative impliquant les habitants et les acteurs locaux.
- Besoin de mieux connaître et associer ces publics pour des actions efficaces.

3. Acteurs et actions existantes:

- Implication du centre social et culturel, services de prévention spécialisée, associations locales, bailleurs sociaux, etc.
- Présence d'espaces extérieurs comme les city-stades, parcs, places publiques, et projets à venir comme les jardins partagés.

4. Actions à mettre en place:

- Renforcer la coordination entre les acteurs.
- Explorer la création d'une offre type « régie de quartier » pour une gestion plus locale.
- Favoriser la participation des habitants dans les projets.
- Améliorer l'accessibilité aux équipements.
- Mieux communiquer sur les dispositifs existants.
- Accompagner physiquement les habitants vers les équipements.
- Renforcer les partenariats pour une action collective efficace.
- Aborder les questions de sécurité dans les espaces extérieurs.
- Prévoir le développement de lieux de vie supplémentaires à la Fauvarge.

Appuyer les acteurs du contrat de ville pour des projets lisibles et répondant aux enjeux du territoire

Constats

Les structures locales rencontrent des difficultés pour répondre aux différents appels à projets, tandis que la pérennité des financements reste un défi. De plus, il est observé par les services instructeurs un manque d'éléments dans les dossiers déposés, nécessitant une formation des potentiels porteurs et l'apport d'éléments complémentaires au budget.

Sujets prioritaires à travailler :

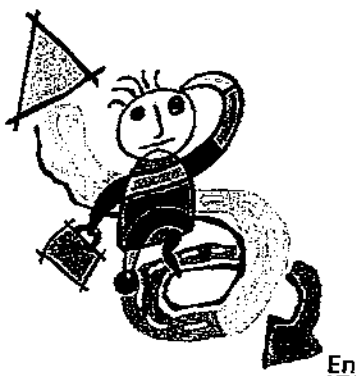
- 1. Renforcement des compétences :**
 - Favoriser les échanges entre les porteurs de projets.
 - Monter en compétences dans la rédaction, l'analyse des besoins et l'évaluation des actions.
 - Réviser la méthode de travail pour une meilleure articulation entre les porteurs.
- 2. Acteurs et actions existants :**
 - L'EMOUS joue un rôle crucial et devrait être davantage sollicitée pour aller vers les publics cibles.
- 3. Actions supplémentaires recommandées :**

- Favoriser les échanges entre porteurs et financeurs pour mieux répondre aux besoins.
- Accorder plus de temps de concertation entre les financeurs pour garantir une meilleure coordination.
- Élaborer un projet de territoire avec des objectifs précis afin d'orienter les actions de manière cohérente.
- Renforcer la communication en clarifiant les critères d'éligibilité et en impliquant davantage l'EMOUS dans le processus.

Les outils au service de la transformation

De nombreux dispositifs locaux concourent à l'atteinte des objectifs du contrat de ville.





En

PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE (PRE)

Les dispositifs de réussite éducative sont inscrits dans les programmes 15 et 16 du Plan de cohésion sociale, rendu public le 30 juin 2004.

Quelques chiffres :

825 enfants/familles accompagnés depuis sa création.

Chaque année entre **50 et 70** nouvelles saisines.

Une durée moyenne d'accompagnement de **3 ans**.

170 enfants accompagnés en 2023.

Ils visent à donner leur chance aux enfants et adolescents ne bénéficiant pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à leur réussite. Et proposent un accompagnement, prenant en compte la globalité de leur environnement. Ils offrent « un soutien individualisé et personnalisé aux enfants et adolescents en fragilité identifiés par les acteurs locaux, dès la maternelle, et à leurs familles. Les actions menées relèvent de l'accompagnement scolaire, de la prise en charge de problèmes de santé, de l'apprentissage des règles de vie en commun ou de l'épanouissement personnel par l'éducation culturelle, artistique ou la pratique sportive ».

La Communauté des communes Vitry-Champagne et Der, au titre de la structure juridique porteuse du dispositif, est à la fois instance de pilotage et de gestion.

Le DRE s'adresse alors aux enfants et adolescents entre 2 et 16 ans, qui vivent ou sont scolarisés sur la ville de Vitry-le-François.

Le Programme de Réussite Educative propose des actions individuelles et/ou collectives. Il peut s'agir d'élaborer de nouvelles actions, d'utiliser des moyens nouveaux ou d'orienter vers des structures existantes.

Autour de la scolarité : Aide individualisée à la scolarité, atelier de soutien (fondamentaux...)

Autour de la santé : Bilan et suivi orthophonique, bilan et soutien psychologique, accès aux soins, consultations chez des spécialistes, actions de sensibilisation à l'alimentation...

Autour de la parentalité : Entretiens réguliers, soutien dans les démarches administratives, groupe de paroles, médiation familiale, orientation vers le droit...

Autour de la vie sociale : Accès aux activités extrascolaires, pratique d'activités socioculturelles ou sportives, accès aux loisirs...



Ecole Pierre et Marie
Curie
1 rue du dispensaire
51300 Vitry-le-François



03.25.62.24.19



Reussite.educative@vitry-le-francois.net

Le NPNRU du Hamois



Le quartier du Hamois, d'une superficie de 28 ha, est composé quasi exclusivement d'immeubles sociaux construits dans les années 70. Il est situé au Nord et à proximité immédiate du cœur de ville, de l'autre côté de la RN4 qui constitue une importante rupture urbaine.

Ce quartier est un QPV identifié quartier d'intérêt national en 2015.

Le protocole de préfiguration de l'ANRU a été signé en janvier 2017, ce qui a permis de faire entrer le Hamois dans le processus de Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Le choix fait est de procéder à la déconstruction complète de l'ensemble des immeubles à vocation sociale représentant 1.384 logements, à l'exception de deux immeubles équipés d'ascenseurs. Ces démolitions sont justifiées par l'inadéquation des logements aux critères d'isolation thermique et phonique, à des typologies inadéquates (beaucoup de T4 et T5, les besoins concernent de petits logements) et à une forte vacance.

Les espaces libérés permettront de créer une cité-jardin tournée vers le centre historique et la nature toute proche.

Ce projet a été labellisé ECOQUARTIER.

Le renouvellement urbain dans les quartiers de la politique de la ville (QPV) se traduit par le déploiement d'un ensemble d'opérations destinées à :

Améliorer l'habitat

Promouvoir la mixité sociale

Désenclaver les quartiers

Et stimuler le développement économique grâce à des opérations de destruction-reconstruction, de réhabilitation et de relogement des habitants.

Le projet est porté par la Communauté de Communes et son service PRU, mais il s'agit d'une mission transversale impliquant d'autres services de la collectivité (SEJ, DSU, services techniques...) et des partenaires extérieurs (bailleurs sociaux, investisseurs privés, Conseil Citoyens, habitants, PLIE...)

Les leviers financiers : viennent principalement de l'Etat via les subventions ANRU. L'Europe, la Région et le Département seront sollicités au fil des opérations de reconstruction.

Pour l'organisationnel : concertations citoyennes régulières, travail transversal constant, études en vue de trouver les opportunités de reconstruction favorables au bien-être des habitants,

Pour l'opérationnel : travail de diagnostic et d'esquisse avec la maîtrise d'œuvre, suivi financier, suivi en matière d'insertion...

Le panorama des actions de renouvellement urbain (2018-2030) :

La déconstruction de 54 immeubles sociaux représentant 1.348 logements

La réhabilitation/résidentialisation de 2 immeubles sociaux représentant 40 logements

La reconstitution de 250 logements locatifs sociaux en petits collectifs et maisons individuelles

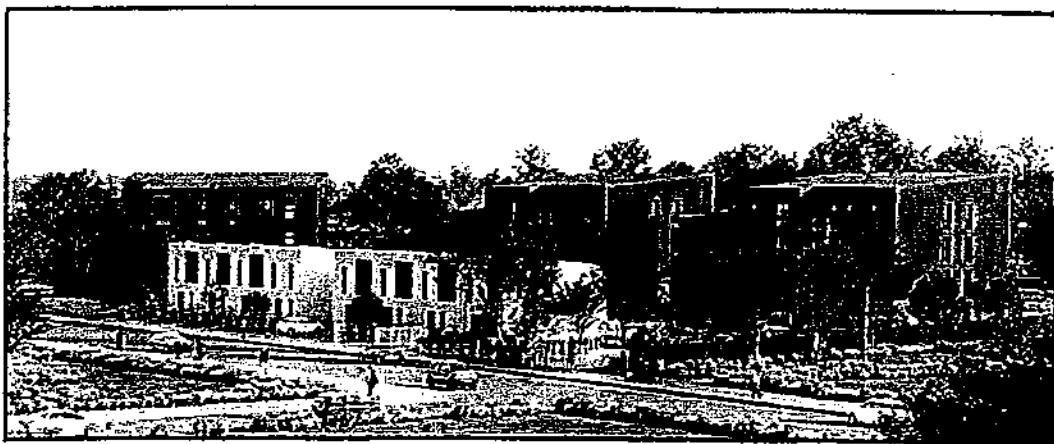
La diversification de l'habitat avec 50 lots en accession (terrains à bâtir et accession sociale) et 21 maisons individuelles en locatif libre, portées par Action Logement

La construction d'un nouveau groupe scolaire en BEPOS

Les aménagements publics comprenant : l'aménagement pédagogique et écologique de l'étang du Mont Berjon, l'aménagement du Parc Léo Lagrange, l'aménagement de l'entrée de ville, la création de la connexion entre le Hamois et le carré historique, la création d'une coulée verte structurante et d'espaces verts favorables à la biodiversité et à la santé, la restructuration des voiries et le développement des voies à mobilité douce, la restructuration des réseaux secs et humides ainsi que du réseau de chaleur, gestion des eaux pluviales à la parcelle, le désenclavement du quartier en travaillant sur les RN 4 et 44.

Le développement d'activités de service et de commerce inclusives

La concertation et la participation citoyenne, notamment par le biais de la GUSP



GUSP

La Hamois **BOUGE** 1er juillet 2023 2ème édition

La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) constitue un outil majeur de la politique de cohésion sociale et urbaine à Vitry-le-François, visant à promouvoir le bien-être des habitants et le développement harmonieux des quartiers prioritaires, notamment le Hamois, le Rome Saint Charles et La Fauvarge. En tant qu'instrument stratégique de concertation et de coordination, la GUSP mobilise les acteurs locaux, dont la commune, la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der, l'État représenté par le Préfet de la Marne, et le bailleur social Le Foyer Rémois, pour définir et mettre en œuvre des actions ciblées. Ces actions, en lien avec les besoins identifiés sur le terrain, couvrent divers domaines tels que l'amélioration de l'habitat, la gestion des espaces publics, la dynamisation de la vie locale, et la sécurité des habitants. La GUSP s'inscrit dans la continuité des efforts entrepris dans le cadre des précédents contrats de ville, et incarne l'engagement des parties prenantes à travailler ensemble pour favoriser l'inclusion sociale et renforcer le lien social au sein des quartiers concernés.

La démarche de GUSP à Vitry-le-François témoigne de l'engagement des parties prenantes dans une initiative collective. Elle résulte d'un travail partenarial approfondi, permettant aux acteurs impliqués d'échanger sur les enjeux de la GUSP et les actions à entreprendre pour les années à venir.

Un plan d'action spécifique à chaque axe d'intervention, couvrant les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) concernés, est associé à cette démarche. Ce plan d'action découle d'une démarche participative, incluant un diagnostic sur le terrain dans chaque quartier, des ateliers coopératifs avec les professionnels et les habitants, ainsi que des consultations citoyennes. Ces étapes ont permis d'identifier les enjeux spécifiques à chaque quartier et d'ajuster les plans d'action en fonction des ressources disponibles.

La mise en œuvre, l'évaluation et la mise à jour annuelle du plan d'actions sont prévues par les signataires, conformément aux dispositions de la démarche. Cela démontre un engagement continu envers l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers concernés.

La chronologie des événements liés à la GUSP à Vitry-le-François, depuis la signature de la convention du Programme de Rénovation Urbaine en 2005 jusqu'aux dernières consultations citoyennes en 2023, illustre l'évolution et l'adaptation constante de la démarche en fonction des besoins et des défis rencontrés. La GUSP à Vitry-le-François se positionne ainsi comme un processus dynamique, ancré dans la collaboration et l'implication des acteurs locaux pour un développement urbain plus inclusif et durable.

Contrat local de santé

Piloté conjointement par les signataires et l'ARS, le CLS est un outil qui permet de répondre au plus près aux besoins sanitaires et sociaux des populations du territoire afin de pallier les inégalités territoriales. Il vise à amplifier la dynamique de projet en matière de santé portée par les acteurs locaux.

La mise en place d'un contrat local de santé sur le territoire vitryat a été initiée dans le cadre du Contrat de ville en 2013. Aussi, le troisième CLS a été signé le 26.06.2023 pour une durée de 5 ans.

L'objectif général du CLS est de réduire les inégalités territoriales et sociales de santé sur le territoire. En portant une attention particulière aux personnes en situation de précarité, les objectifs du CLS s'inscrivent pleinement dans le Contrat de ville :

PRIORITE N°1 : Population générale avec une attention particulière pour les personnes en situation de précarité.

1.D Renforcer le recours aux soins des personnes en situation de précarité

1.B Renforcer la qualité des offres de mobilité des personnes du bassin vitryat

1.C Renforcer les environnements naturels favorables à la santé sur le territoire

1.A Renforcer la qualité de l'offre de soins sur le territoire

1.E Renforcer l'intégration sociale des personnes ayant des pathologies chroniques

1.F Améliorer les comportements en nutrition favorables à la santé

PRIORITE N°2 : Personnes en situation de handicap

2.A Améliorer la qualité de l'offre d'accompagnement socio-sanitaire des personnes en situation de handicap psychique

2.B Améliorer la qualité de l'offre d'accompagnement socio-sanitaire auprès des enfants en situation de handicap

2.C Renforcer les installations favorables à la santé des personnes en situation de handicap

PRIORITE N°3 : Enfance

3.A Renforcer la qualité de l'offre de soins à destination des enfants

3.B Améliorer des comportements favorables pour la santé des enfants

PRIORITE N°4 : Jeunesse

4.A Renforcer la qualité de l'offre de services existants à destination de la jeunesse

4.B Renforcer la qualité de l'offre en matière de santé mentale chez les jeunes

4.C Améliorer les comportements favorables à la santé des jeunes

PRIORITE N°5 : Personnes âgées

5.A Renforcer la qualité de l'offre de services existants aux personnes âgées

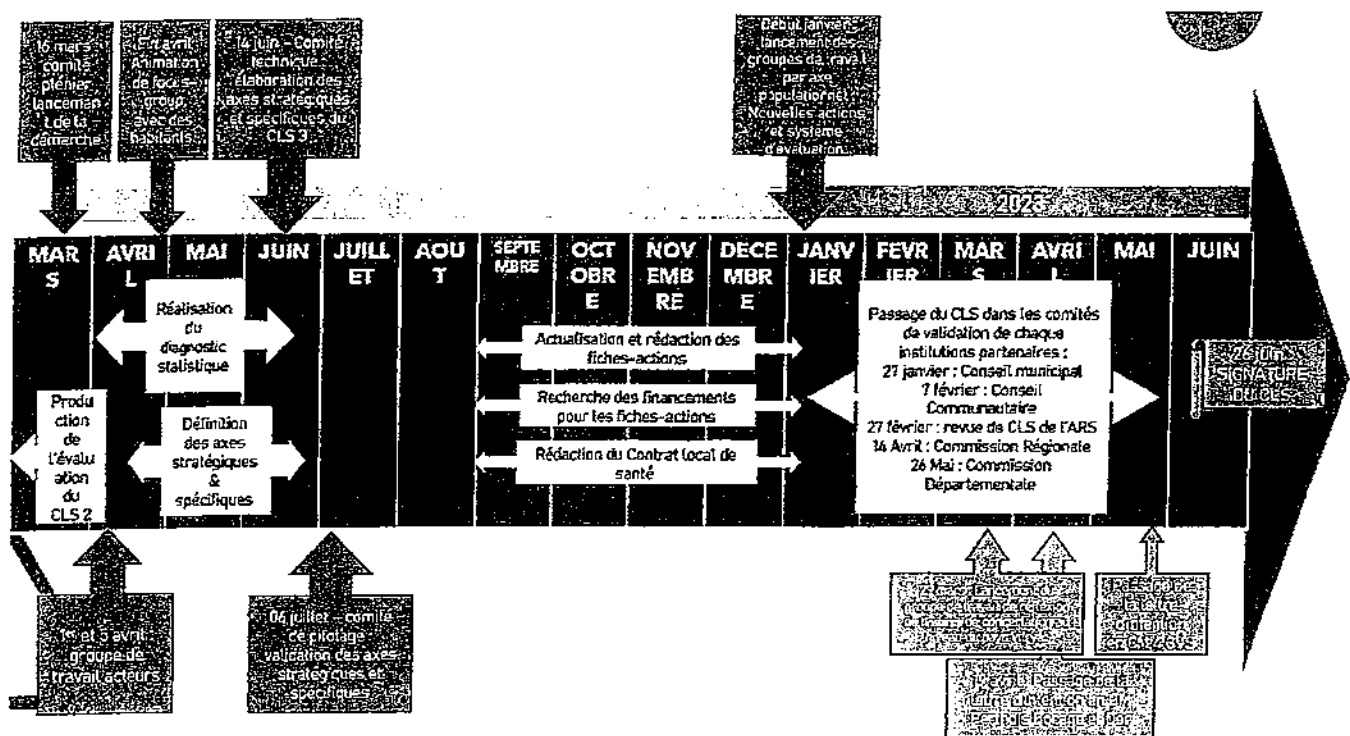
5.B Renforcer la qualité de l'offre d'accompagnement auprès des adultes

5.C Renforcer le recours au numérique des personnes âgées

Gouvernance :

- Le Comité de pilotage est composé des institutions signataires du CLS. Il s'inscrit dans le cadre de la journée des territoires porté par le contrat de ville.
- Le Comité technique est composé des techniciens des institutions signataires pour assurer le suivi technique du CLS ;
- Le Comité plénier est composé des acteurs participant de près ou de loin au CLS ;
- Le comité consultatif est une instance qui réunit les Présidents des 3 Communautés de Communes : Vitry Champagne et Der, Perthois Bocage et Der et la CC Côté de Champagne et Val de Saulx afin d'être force de proposition sur le rôle du CLS au niveau du Pays Vitryat.

Construction du CLS



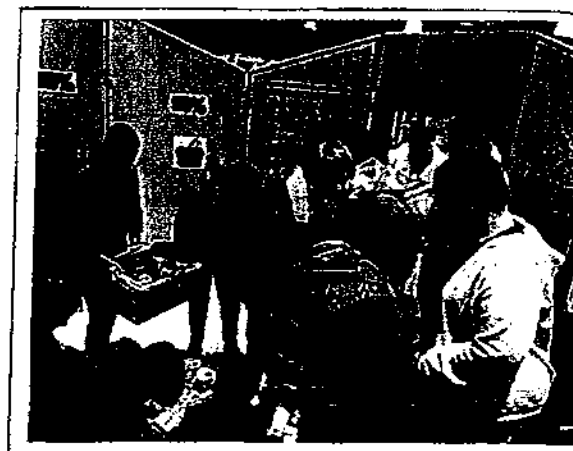
3



41

PTLCD

C'est sur la base d'un diagnostic territorial qu'a été élaboré le programme opérationnel du Plan territorial de prévention et de lutte contre les discriminations (PTLCD). Il doit permettre la mise en place d'actions qui visent à prévenir et lutter contre les discriminations, dont sont souvent victimes les habitants des quartiers prioritaires. Ce plan se conçoit comme une feuille de route qui doit permettre de favoriser le déploiement d'actions à l'échelle du territoire et dont l'objectif est de garantir l'égalité réelle de traitement de l'ensemble des habitants, via une démarche de prévention et de réduction des risques de discriminations.



Le Contrat de ville structurera le cadre d'intervention des partenaires au travers d'un plan visant 5 objectifs stratégiques :

Mobiliser la ville et la communauté de communes. Enrichir sa politique RH au regard de l'égalité des droits et de la diversité

- 1.1 - Agir en amont du recrutement pour promouvoir l'égal accès de tous aux emplois publics
- 1.2 - Constituer un groupe référent inter services sur ces questions
- 1.3 - Sensibiliser les cadres et agents municipaux à la question de l'égalité et de la lutte contre les discriminations
- 1.4 - Mettre en place une formation à destination des agents, en priorité ceux amenés à recevoir du public

Mobiliser l'environnement de la collectivité

- 2.1 – Inviter les partenaires locaux, institutionnels et opérateurs, à engager une dynamique vertueuse au sein de leurs établissements et à travers la déclinaison de leur mission.
- 2.2 -Sensibiliser les partenaires de la collectivité par l'inscription dans les cahiers des charges d'une clause précisant que la LCD doit faire l'objet d'une attention particulière au sein des appels d'offres.
- 2.2 - Renforcement de la prise en compte de cette dimension dans les conventions qui lient la collectivité au secteur associatif.
- 2.3 - Organiser des campagnes de communication en direction du grand public, des temps forts et des actions de sensibilisation en milieu scolaire.

Mobiliser les partenaires de l'emploi

- 3.1 - Mobiliser les entreprises par la mise en œuvre d'un PTLCD comprenant des actions visant à sensibiliser les entreprises de bassin d'emploi vitryat, d'une part, et participation à l'élaboration d'un groupe de travail référent piloté par les acteurs de l'emploi.
- 3.2 - Sensibiliser et mobiliser les intermédiaires de l'emploi

Soutenir les actions visant au respect de l'égalité de traitement

- 4.1 - Soutenir le secteur associatif s'inscrivant dans cette thématique

Soutenir et accompagner les victimes de discriminations

- 5.1 - Développer les points d'accès aux droits et d'accompagnements juridiques.
- 5.2 - Intégrer dans les modules de formation des personnels d'accueil un axe sur les dispositifs existants afin d'orienter, le cas échéant, les victimes de discriminations.

LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La Convention d'objectifs et de gestion

La « COG » se traduit par deux enjeux principaux :

- 1- Revenir à une meilleure qualité de service attendue par nos concitoyens
- 2- Mettre en œuvre des projets porteurs de progrès pour tous

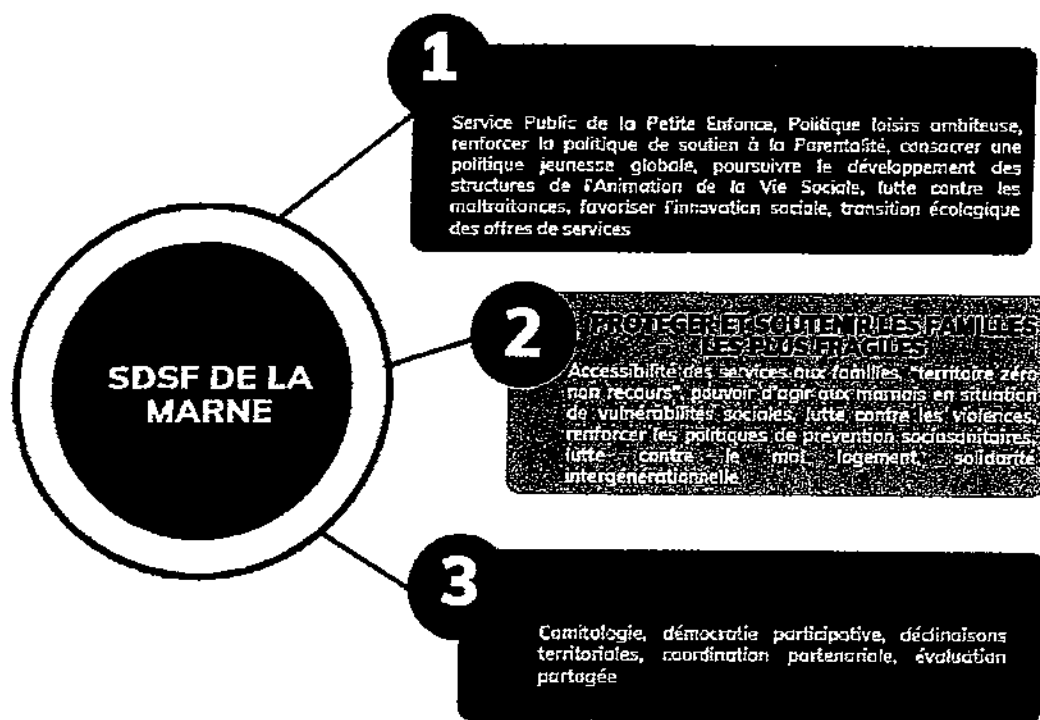
Ainsi que 10 ambitions majeures :

- 1- Contribuer à la mise en place du service de petite enfance
- 2- Favoriser l'accès à l'activité péri et extrascolaire pour les enfants et les jeunes
- 3- Accompagner les parents notamment lors des situations de séparation
- 4- Renforcer l'inclusion des personnes en situation de handicap
- 5- Offrir une relation de service adaptée à tous
- 6- Bâtir la solidarité à la source pour favoriser l'accès aux droits
- 7- Lutter contre les erreurs et la fraude
- 8- Coopérer avec les partenaires sur les territoires
- 9- Innover pour répondre aux besoins nouveaux
- 10- S'engager pleinement dans la transition écologique.

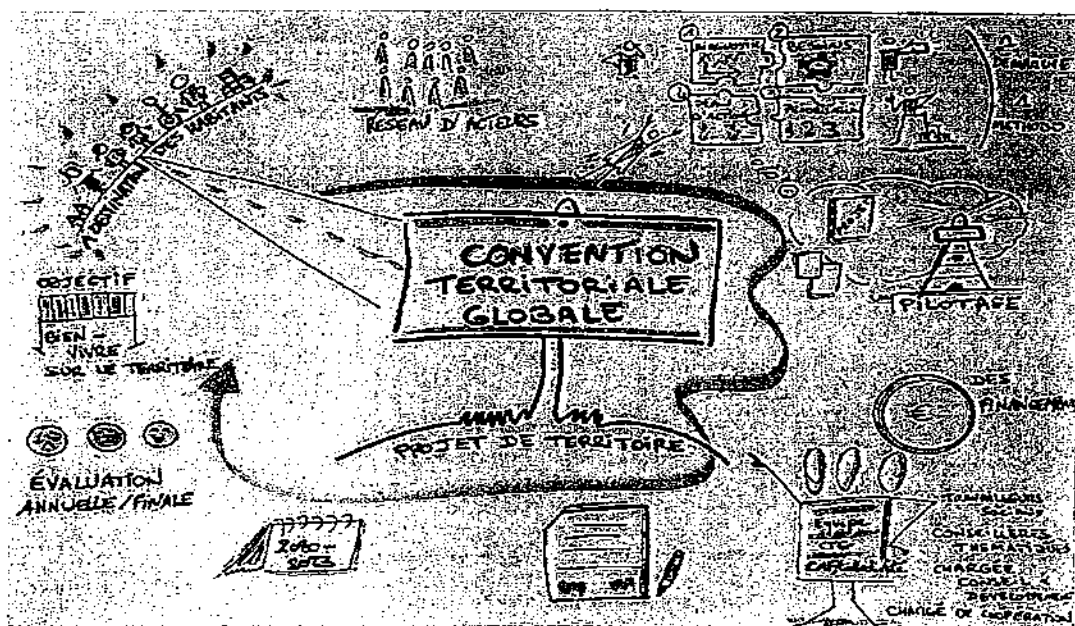
DÉCLINAISON DES ORIENTATIONS DE LA BRANCHE FAMILLE



Le Schéma départemental des services aux familles



La CTG, Convention Territoriale Globale



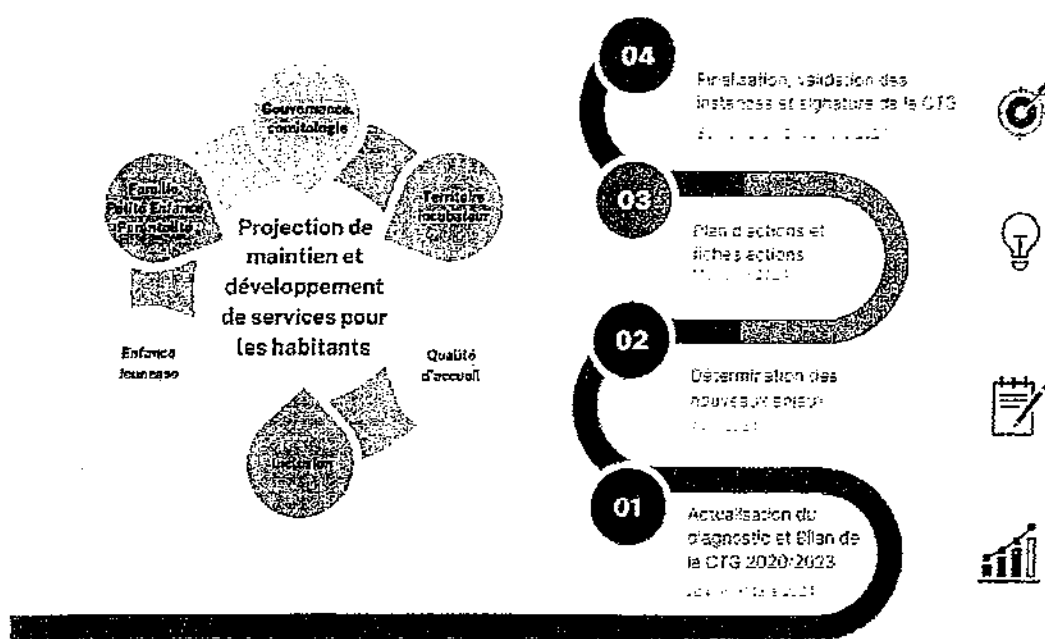
La CTG est la déclinaison des orientations et objectifs du Schéma départemental des services aux familles. En ce sens, elle constitue un levier pour :

- Favoriser la coordination avec les collectivités territoriales, notamment les Epci.
- Partager un plan d'actions adapté aux besoins du territoire et impulser des projets prioritaires.
- Rendre plus lisible l'action de la Caf à l'échelle d'un territoire en référence à ses missions.
- Gagner en efficacité et rationaliser les engagements contractuels.

La Convention territoriale globale a pour objectif d'associer l'ensemble des partenaires locaux à la définition du projet social du territoire et à l'organisation concrète de l'offre de service en direction des familles.

Elle participe au développement et à l'adaptation des équipements et services aux familles, et ainsi facilite l'accès aux droits.

CTG 2024-2027



Action Cœur de Ville

Depuis son lancement en 2018, le programme Action Cœur de Ville porte l'objectif de (re)mettre habitants, commerces, services et activités dans les centres-villes, à lutter contre l'étalement urbain, à mieux réguler l'urbanisme commercial périphérique et à « rebâtir » une **ville plus naturelle et résiliente**. La prolongation du programme pour la période 2023-2026 renforce l'action menée par la ville et l'intercommunalité, en réponse aux défis majeurs des transitions écologique, démographique et économique.

Le déploiement du programme Action Cœur de Ville pour la ville de Vitry le François, pour la période 2023-2026, est contenu dans un espace ORT (Opération de Revitalisation du Territoire). Il se complète à l'avenant de projet établi pour la période 2024-2026.

Le plan d'action Action Cœur de Ville, au-delà de sa dimension intégratrice de différentes démarches et dispositifs à l'échelle locale, est l'occasion, en cohérence avec les objectifs du programme, d'œuvrer à un aménagement exemplaire du territoire, fondé sur le renforcement de l'attractivité de la ville-centre et son impact territorial. L'ambition est de faire du centre-ville de Vitry le François un territoire exemplaire en matière de sobriété foncière.

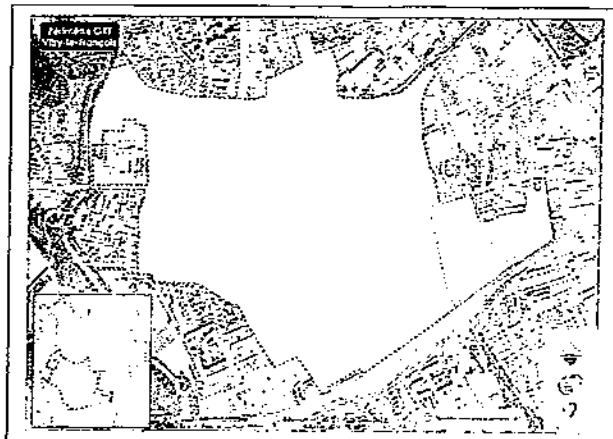
Les acteurs locaux, engagés dans le programme ACV, s'attachent, dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets, à conduire une politique vertueuse du point de vue de l'environnement qui participe au rééquilibrage des dynamiques d'urbanisation entre le centre-ville et sa périphérie. Les efforts conduits par la ville et l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale à travers notamment des actions de renouvellement et de recyclage urbains, participeront à la maîtrise de la consommation foncière. Le territoire s'engage à limiter l'effet de concurrence produit par le développement de lotissements pavillonnaires et l'implantation de surfaces commerciales en périphérie.

Cette démarche encourage la reconquête des friches, l'occupation des locaux vacants, et analyse le risque concurrentiel que la création de toute nouvelle zone commerciale pourrait porter au commerce de centre-ville, dans une approche cohérente avec les dispositions stipulées par la loi Climat et Résilience.

L'avenant faisant entrer la CCVCD et Vitry le François dans l'acte 2 du programme national ACV est voté fin mars 2024 par les collectivités, avec une signature en mai de tous les partenaires.

Le secteur d'intervention de l'ORT cible le cœur de ville de Vitry-le-François, mais s'inscrit dans une stratégie territoriale globale définie à l'échelle du périmètre de la communauté de communes Vitry Champagne et Der. Cette échelle de réflexion permet de garantir la cohérence entre le projet urbain, économique et social de revitalisation du cœur de ville de Vitry-le-François, et le projet de territoire communautaire.

L'espace ORT de la Communauté de Communes de Vitry, Champagne et Der comporte, à ce jour, un seul secteur d'intervention, que les signataires du présent avenant déterminent comme étant désormais le suivant :



EMPLOI & DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

MISSIONS ET ACTIVITES PRINCIPALES

- Fédérer et animer le tissu économique local, la mise en relation des acteurs, l'orientation vers les interlocuteurs dédiés, l'organisation d'actions et temps forts professionnels ;
- Animer des partenariats pour la dynamisation économique du territoire et le soutien aux entreprises et porteurs de projets ;
- Valoriser l'offre à vocation économique par le relais des opportunités immobilières et foncières existantes et l'appui aux projets de développement et d'implantation ;
- Concevoir, étendre, réhabiliter et gérer des zones d'activités & bâtiments communautaires d'entreprises ;
- Développer des projets d'attractivité territoriale dans les domaines de la transition écologique, de la mobilité, du tourisme...
- Promouvoir le territoire et son tissu économique ;
- Assurer une veille économique et stratégique en matière de développement local.

• ACCUEIL DES CREATEURS D'ENTREPRISE ET ACTIVITES ECONOMIQUES

Le service Développement Economique a pour missions de gérer La Fabrique, hôtel d'entreprises / pépinières, qui se situe à côté de la gare de Vitryat. Doté d'une superficie totale de 850 m2 et de 16 bureaux allant de 12 à 180m2, le centre d'affaires permet aux jeunes entreprises de s'implanter localement dans un environnement totalement adapté à leurs besoins.

• TIERS LIEU D'ACTIVITES/ESPACE DE COWORKING

Cet espace partagé vise à relier des communautés de travail autonomes du territoire, à accueillir les professionnels qui souhaitent occuper un autre lieu de travail que leur domicile. Le tiers-lieu favorise l'éclosion et la pérennité des entreprises en offrant l'accès à de multiples réseaux professionnels et proposant la mutualisation d'outils au sein d'un open-space de 180m2 ou par l'utilisation de bureaux individuels meublés.

En dehors de ces zones d'activités ou infrastructures gérées ou animées par le Service Développement Economique, ce dernier intervient dans de nombreuses contractualisations ou dispositifs existants sur le territoire :

- Adhérent à Initiative Marne et Marne Développement afin d'accompagner les entreprises existantes, et les porteurs de projets / créateurs d'entreprises.
- Soutenir l'emploi et l'offre de formation par la participation au Plan de Lutte contre les tensions de Recrutement piloté par les services de l'Etat et de la Région Grand Est mais en étant aussi acteur de l'ensemble des dispositifs existants. A noter la Labellisation du Pays Vitryat en tant que Territoire d'Industrie avec le recrutement en cours d'un Chef de Projet qui sera affecté au Service du Développement Economique de la CCVCD.
- Développer la stratégie d'attractivité et les projets de transition : Energies renouvelables, économie circulaire (écologie industrielle et territoriale, Projet Alimentaire Territoriale),

mobilité, préservation de la biodiversité, animation-sensibilisation-communication autour de la thématique «développement durable».

- Suivre la contractualisation des démarches de développement territorial : Plan climat air Energie (PCAET), Pacte Territorial de Relance et de Transition Ecologique (PTRTE), contrat de transition écologique (CTE), démarche Cit'ergie devenue désormais le label « Climat Air Energie ».

Projet de mise en place d'un « ESPACE TEST » et d'une permanence COUVEUSE sur la ville.

Le public issu des QPV souffre souvent de vulnérabilité économique ne bénéficiant pas du capital (financier, réseau etc.) permettant la prise de risque pour entreprendre. Si de nombreux guichets existent pour aider les entreprises à se créer, il n'en reste pas moins que le taux de faillite à 5 ans de ces jeunes entreprises reste d'une sur 2 en moyenne.

Pour améliorer ce taux, il est nécessaire de proposer aux entrepreneurs non seulement un appui à la création, mais aussi un accompagnement en proximité, personnalisé, dynamique, multiforme, et partenarial.

Les barrières à l'entrée pour un porteur de projet qui souhaite s'installer en centre-ville sont nombreuses : engagement sur des baux 3-6-9 non flexibles, coût des loyers, coût des charges, etc. Cet espace « test marché » dans l'Incroyable Commerce lève ces freins en proposant :

- Une installation sans engagement de maximum 3 mois encadrée par Germinal
- Un accompagnement tout au long de l'occupation de l'espace par Germinal
- Un flux de client potentiel assuré par les autres commerçants présents dans l'Incroyable Commerce

La Couveuse permet de tester et développer en toute sécurité une activité économique et éviter le renoncement au projet, ou la mise en difficulté.

Cette permanence locale permettrait aux porteurs de projet :

- De s'informer à propos de l'accueil en couveuse,
- De la possibilité d'héberger leur activité,
- De se former, d'être accompagné et d'être aidé à préparer une sortie vers un autre statut ou vers un autre projet.

Par ailleurs cela viendra renforcer la lisibilité de l'intention de la collectivité de développer la création d'entreprise sur le territoire et pourra contribuer à améliorer le taux d'occupation de l'Incroyable Commerce.

L'accompagnement procuré par « Germinal » auprès de ses bénéficiaires permet de dresser les projections financières d'un projet, même si la viabilité d'un commerce ne peut se mesurer qu'une fois l'activité réellement lancée.

GOUVERNANCE



Organisation technique du contrat de ville

La question des modes de fonctionnement et des modalités de travail pour la future contractualisation a été posée à l'ensemble des acteurs intervenant à Vitry-le-François en partant de ce qui est fait actuellement et ce qui pourrait être fait demain. (Quelle place et rôle de chacun ? moyens mobilisables ?) voici le fruit de ces échanges.

Dans une perspective de collaboration harmonieuse, il est essentiel de trouver des **solutions innovantes** pour surmonter les défis rencontrés. Cela nécessite un environnement de **confiance** où chacun se sent soutenu et encouragé.

L'accompagnement des porteurs de projets, à la fois individuellement et collectivement, est primordial. Il est crucial de coordonner les efforts en fédérant les acteurs autour d'**objectifs communs et partagés**, tout en favorisant une **communication fluide et réactive** avec la municipalité et les autres institutions.

Il apparaît pertinent de proposer un annuaire mis à jour des partenaires afin de garantir la transparence et la fluidité des informations pour assurer une meilleure lisibilité des politiques publiques. La mise en réseau des acteurs, à la fois locaux et externes, permet de favoriser l'interconnaissance et d'éviter les doublons dans les actions entreprises.

La coordination des actions doit se traduire par une **cohérence et une complémentarité** entre les initiatives, en tenant compte des besoins et des souhaits des habitants. Cela nécessite des échanges réguliers entre les acteurs, une communication efficace et une prise en compte des compétences et des ressources de chacun.

En favorisant l'**entraide, la simplification et la mise en relation** des acteurs, nous pouvons créer un environnement propice au développement d'une intelligence collective et à l'amélioration continue des pratiques. La **désignation d'un pilote** pour assurer le suivi et l'animation des initiatives est également recommandée, tout comme l'élaboration d'une **stratégie de territoire concertée**.

En conclusion, une meilleure coordination et des échanges renforcés entre les acteurs et les financeurs sont essentiels pour garantir le succès des projets et répondre efficacement aux besoins de la commune. Cela nécessite une approche collaborative, proactive et axée sur les besoins réels des habitants.

Proposition des acteurs :

- Renforcer les moyens humains au service du contrat de ville
- Favoriser l'inter-connaissance entre les acteurs et des partenariats effectifs
- Organiser des temps de mise en commun et de travail
- Sanctuariser la dynamique intégrée qui a donné lieu récemment à la journée du territoire
- Améliorer la connaissance partagée des territoires et des attentes des habitants (observatoire sociale et urbain)
- Un besoin d'informations et connaissance de ce qui est fait

La démarche intégrée, un objectif réaffirmé

Pour faciliter le déploiement et la complémentarité des différentes politiques publiques, la Ville de Vitry-le-François met en œuvre une animation territoriale, centrée autour d'un projet de territoire partagé visant à s'approcher d'une démarche intégrée.

La notion de démarche intégrée est une démarche de co-construction, associant élus, institutions et société civile pour élaborer et mettre en œuvre un projet de territoire. C'est une approche particulière qui consiste à intégrer toutes les causes d'un problème dans une réponse complète. Cette approche globale consiste alors à conjuguer plusieurs programmes et non pas seulement à apporter une réponse sectorielle à un problème.

En effet, depuis les années 1990, la conception du développement a évolué vers de nouvelles stratégies recherchant plus d'efficacité. On parle depuis d'un cadre de développement intégré dont voici les composantes essentielles :

- Approche stratégique qui rassemble des actions de différentes natures (structurantes ou plus modestes), cohérentes entre elles, complémentaires, articulées au service d'une même stratégie.
- Approche territoriale qui prend en compte les besoins, potentiels et enjeux particuliers du territoire, croisés avec les attentes, priorités et enjeux des politiques et programmes à solliciter ; elle appelle donc à l'élaboration d'un projet de territoire, en se focalisant sur les résultats que le partenariat local souhaite obtenir.
- Approche fondée sur une coordination des acteurs aux différents niveaux qui réunit les différents acteurs (locaux, régionaux, nationaux, privés, société civile, etc.) par la mise en place et l'animation d'un partenariat et d'une organisation collaborative qui constituent un système consolidé de gouvernance multi-niveaux.
- Approche temporelle qui prend en compte le temps en envisageant les impacts à court, moyen et long terme.
- Approche participative où les acteurs locaux, les bénéficiaires et toutes les parties concernées doivent être consultés et engagés dans le projet.

La principale complexité que nous oppose cette démarche réside dans l'interconnexion, l'intégration des thématiques. De façon plus large, une **stratégie intégrée vise à dépasser les frontières administratives, institutionnelles, sectorielles, thématiques, territoriales pour proposer des réponses plus adaptées aux enjeux du développement actuel**. Elle implique la mobilisation de financements croisés nécessaires pour leur mise en œuvre.

Le contrat de ville : Une démarche globale au service d'un contrat unique et global

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 et la circulaire du Premier ministre n°5729-SG du 30 juillet 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration du Contrat de ville, ont permis de doter les territoires d'un outil adapté pour une telle mise en œuvre.

En effet, le contrat de ville constitue un cadre unique reposant sur un projet de territoire coconstruit. Il s'appuie sur un diagnostic partagé concernant la situation des quartiers. Depuis, le PTRTE est venu compléter le cadre contractuel de la collectivité sans remettre en cause la pertinence du Contrat de ville.

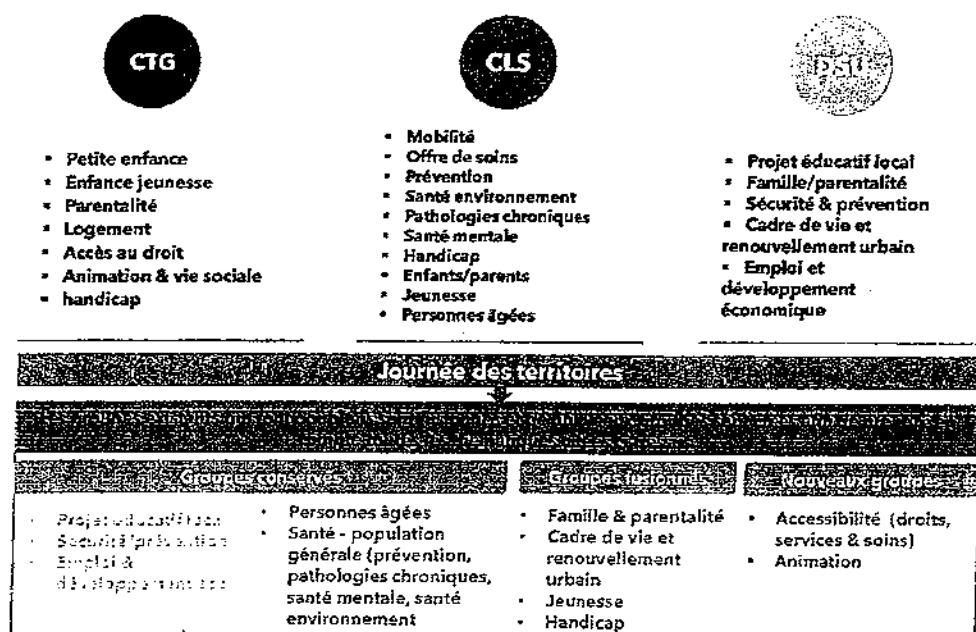
L'appel à projet du Contrat de ville offre un temps de partage important et se traduit par une instruction conjointe multisectorielle, débouchant sur un comité technique, suivi d'un comité de pilotage. L'Agence Régionale de Santé a souhaité revenir sur son process qui apparaissait en silos et intégrer ce fonctionnement en calant les appels à projets et instances de gouvernance du Contrat Local de Santé à ceux du Contrat de ville. L'intégration dernière de la Convention Territoriale Globale a été pensée pour adapter cette structuration aux enjeux de la Caisse d'Allocations Familiales, en précisant les thématiques abordées.

La ville animait sa politique publique de développement au travers de l'organisation de 6 groupes de travail thématiques :

- Famille et Parentalité
- Projet éducatif local
- Cadre de vie, social et renouvellement urbain
- Santé
- Sécurité et prévention de la délinquance
- Emploi et développement économique

Ces groupes réunissaient acteurs locaux, élus, institutions et citoyens, annuellement, pour partager l'information, remonter les réalités de terrain, vérifier l'actualité du diagnostic initial, faire émerger de nouvelles problématiques et réfléchir aux actions à mener.

Pour épouser les contours et enjeux des différents contrats sans en multiplier les instances il a été proposé de recomposer ces groupes thématiques selon le schéma présenté ci-dessous :



Pour permettre un déploiement de qualité, il est proposé d'organiser chaque année une « Journée du Territoire » réunissant la plupart des institutions signataires engagées dans le développement du territoire avec pour objectif le suivi des différents dispositifs mis en place : Le Contrat de ville, le Contrat Local de Santé, la Convention Territoriale Globale, le PRU, le PRE etc.

La journée du territoire



REDONNER DU SENS A LA DYNAMIQUE TERRITORIALE EN SIMPLIFIANT LA GOUVERNANCE.

Rétablir la Cohérence dans la Gouvernance Territoriale : Proposition d'une Nouvelle Approche

La complexité croissante de la gouvernance territoriale, marquée par la multiplication des dispositifs et des appels à projets, entraîne une fragmentation des initiatives et une perte de sens dans la conduite des politiques publiques locales. Dans ce contexte, il est crucial de réfléchir à des solutions innovantes visant à simplifier la gouvernance et à rétablir une dynamique cohérente au niveau local.

1. La Multiplication des Dispositifs :

- Chaque institution élabore ses propres dispositifs pour traduire ses objectifs, ce qui entraîne une prolifération de structures administratives, dispositifs ou contrats avec leur propre gouvernance, souvent positionnée en silos. Exemples : CTG pour la CAF, CLS pour l'ARS, CDV avec ses appels à projets spécifiques, etc.

- Les territoires se retrouvent soumis aux dispositifs pour obtenir des financements, alors que ces derniers devraient être au service des besoins locaux.

2. Proposition d'une Solution Innovante :

- La ville de Vitry-Le-François propose un modèle de gouvernance novateur : la journée du territoire.
- Cette initiative vise à fusionner les instances de gouvernance et les appels à projets, réintégrant ainsi ces derniers dans la logique du projet de territoire.
- Validation par l'État, l'ARS et la CAF, garantissant une approche transversale et concertée.

3. Avantages de la Journée du Territoire :

- Rétablissement du sens des actions en les replaçant dans une perspective territoriale globale.
- Rationalisation des déplacements et des ressources des différentes institutions grâce à un comité de pilotage unique.
- Création d'une dynamique de groupe et de partage d'expériences favorisant la cohésion et la collaboration entre les acteurs locaux.

Effectivement cela permet aussi aux différentes institutions de rationaliser leurs déplacements en réunion avec un seul comité de pilotage. Même s'il est plus long car sur toute la journée pour avoir le temps de faire le tour des projets (PRU, CDV, Santé, éducation, famille), il est concentré sur une seule journée. De surcroît cela permet de créer une dynamique de groupe en partageant des temps conviviaux tels que le repas.

La mise en place d'une gouvernance territoriale simplifiée et cohérente, telle que la journée du territoire proposée par Vitry-Le-François, représente donc une opportunité significative pour renforcer l'efficacité des politiques publiques locales et répondre de manière plus pertinente aux besoins des citoyens.

Les instances de gouvernance

Une gouvernance reposant sur un comité de pilotage, un comité technique et des groupes de travail constitue un cadre solide pour promouvoir une approche participative et efficace dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, en les ancrant dans les réalités territoriales. Voici leurs fonctions respectives :

Piloter coordonner	Suivre instruire	Animer
<ul style="list-style-type: none"> • comités de pilotage • Journée du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> • comités techniques • groupes de suivi • Commission ville inclusive 	<ul style="list-style-type: none"> • Groupes de travail thématiques • petits déj du DSU

1. Comité de pilotage :

- Fonction principale : Fixer les orientations stratégiques et les objectifs globaux du Contrat de ville.
- Composition : Réunissant des représentants des différentes parties prenantes impliquées dans la gouvernance locale, notamment les institutions signataires du Contrat de ville.
- Responsabilités :
 - Définir les priorités et les axes d'action en fonction des besoins et des enjeux territoriaux identifiés.
 - Superviser et coordonner l'ensemble des actions menées dans le cadre des politiques publiques territoriales spécifiques.
 - Évaluer régulièrement les résultats obtenus et ajuster les orientations stratégiques si nécessaire.
 - Assurer la communication et la mobilisation des acteurs autour des enjeux territoriaux.

2. Comité technique :

- Fonction principale : Apporter une expertise technique et sectorielle pour appuyer les décisions du comité de pilotage.
- Composition : Regroupant les référents techniques de chaque institution engagée.
- Responsabilités :
 - Analyser les données et les informations disponibles pour éclairer les décisions du comité de pilotage.
 - Élaborer des recommandations et des propositions concrètes en fonction des besoins identifiés sur le territoire.
 - Assurer un suivi technique des actions mises en œuvre et fournir des conseils pour leur optimisation.
 - Contribuer à la diffusion des bonnes pratiques et à la capitalisation des connaissances dans le domaine des politiques publiques territoriales.

3. Groupes de travail :

- Fonction principale : Explorer en profondeur des thématiques spécifiques et proposer des solutions innovantes adaptées aux réalités locales.

- Composition : Composés d'acteurs locaux impliqués directement dans les enjeux traités, représentants d'associations, citoyens engagés, professionnels du secteur concerné, etc.
- Responsabilités :
 - Étudier en détail les problématiques identifiées sur le territoire et analyser les différentes perspectives.
 - Proposer des actions concrètes et des initiatives innovantes pour répondre aux besoins spécifiques du territoire.
 - Faciliter la concertation et la collaboration entre les parties prenantes concernées par les thématiques abordées.
 - Contribuer à la production d'une intelligence territoriale en mettant en commun les connaissances et les expériences des membres du groupe de travail.

Ensemble, ces instances permettent de créer un cadre de gouvernance participatif, transparent et efficace, favorisant l'émergence de politiques publiques ancrées dans les réalités et les besoins des territoires.

L'animation du projet de territoire partagé.

Le processus d'animation territoriale s'appuiera sur plusieurs éléments clés pour favoriser la production d'intelligence territoriale, orienter les politiques publiques de manière efficace et accompagner au mieux les acteurs pour soutenir la dynamique partenariale.

1. Groupes thématiques formalisés :

- Ces groupes seront constitués autour de thématiques spécifiques pertinentes pour le territoire, telles que l'emploi, le cadre de vie, l'éducation, la santé, etc.
- Leur composition inclue une diversité d'acteurs locaux, tels que des représentants des collectivités locales, des associations, des institutions publiques, des experts du domaine concerné, ainsi que des citoyens engagés.
- Les groupes thématiques se réunissent régulièrement pour analyser les enjeux, échanger des informations et proposer des solutions innovantes adaptées aux réalités locales.

2. Petits déjeuners du DSU (Développement Social Urbain) :

- Ces rencontres informelles ont pour objectif de favoriser les échanges entre les différents acteurs locaux impliqués dans le développement social urbain.
- Les petits déjeuners du DSU offrent un cadre convivial et détendu pour discuter des enjeux du territoire, partager des retours d'expérience, identifier des besoins émergents et explorer de nouvelles pistes d'action.

- Ils permettraient également de renforcer les liens entre les acteurs locaux et de créer un sentiment d'appartenance à une communauté engagée dans le développement du territoire.
-
- 3. **Accompagnement au long cours par l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale :**
 - L'EMOUS joue un rôle central dans la coordination et la mise en œuvre des actions décidées dans le cadre des groupes thématiques et des rencontres du DSU.
 - Elle assure un suivi régulier des projets et des initiatives en cours, fournit un appui technique et méthodologique aux acteurs locaux et veille à la cohérence des actions menées avec les objectifs stratégiques du territoire.
 - L'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale est également chargée de collecter et d'analyser les données et les informations pertinentes pour produire de l'intelligence territoriale et éclairer les décideurs dans l'élaboration de leurs politiques publiques.

Ensemble, ces différents éléments contribueront à dynamiser la vie démocratique locale, à renforcer la participation citoyenne et à favoriser l'émergence de solutions innovantes et adaptées aux besoins spécifiques du territoire.

La participation des habitants

La collectivité s'engage à poursuivre les actions d'information et de participation nécessaires à la préparation du contrat de ville.

La volonté politique d'une participation des habitants pour la préparation du contrat de ville garantit la prise en compte de la demande d'accompagnement social sur la commune. Elle exprime la nécessité de préserver l'identité et l'histoire des quartiers auxquels les habitants sont fortement attachés et pour lesquels ils possèdent une expertise d'usage.

C'est dans cet état d'esprit que dès l'été 2023, une phase de concertation citoyenne a été initiée pour permettre aux habitants des quartiers prioritaires de s'exprimer sur les atouts de leur quartier, leurs attentes et leurs priorités pour le futur contrat de ville. Les réponses aux questionnaires proposés localement ont ainsi pu faire l'objet d'une étude.

Cette première étape doit être renforcée et étendue pour associer les habitants aux propositions de transformations et de prise en charge, mais également pour confronter leurs attentes à celles des autres partenaires du projet. Il s'agit ici d'éviter les incompréhensions, d'enrichir le contenu du projet et de favoriser l'implication des habitants dans l'organisation présente et future de la vie de leur quartier.

Afin de garantir la participation des habitants sur la durée du contrat, la collectivité s'est engagée dans une démarche expérimentale pour repenser le processus de participation citoyenne. En effet il est apparu intéressant pour les acteurs déjà au contact des habitants d'intégrer l'approche qualitative dans leurs pratiques pour donner à voir une vision plus sensible et incarnée des réalités. Au lieu de concentrer la parole citoyenne sur quelques agents

et certains dispositifs de démocratie participative l'idée est de « **déconcentrer** » la démarche sur une multitude d'acteurs agissant déjà quotidiennement sur le terrain, via la collecte de témoignages, d'expériences.

L'OBSERVATOIRE SOCIAL ET URBAIN

Les réformes juridiques et la multiplication de dispositifs de cohésion sociale d'une part, et les récentes évolutions socio-économiques et démographiques d'autre part (vieillesse de la population, augmentation du chômage et de la précarisation des conditions de vie des habitants etc.), impactent fortement les politiques locales et amènent les collectivités territoriales à se doter d'outils de pilotage, d'observation et d'évaluation des politiques sociales.

Tous ces changements touchent les politiques sociales et urbaines des collectivités. Il s'agit d'une période de rationalisation, de réductions des moyens publics. Les mesures qui seront décidées dans les prochaines années doivent être conçues de façon partenariale, et être ancrées dans une analyse partagée des besoins. L'enjeu pour la ville de Vitry-le-François, est aujourd'hui d'agir malgré un environnement budgétaire relativement contraint. L'optimisation des moyens engagés, la recherche du meilleur rapport général coût-efficacité doivent guider la démarche.

La fonction d'observation doit contribuer à mieux définir les besoins sociaux, à mieux les hiérarchiser pour adapter les solutions existantes, voire définir de nouvelles solutions plus pertinentes, plus efficaces. Sa matière première est l'information qui, dans le secteur sociodémographique, est pléthorique, mais aussi dispersé et répondant essentiellement à une logique financière ou d'activité. Cette information est aussi faiblement appropriée par les professionnels et ne contribue pas aujourd'hui pleinement à la prise de décision.

La ville de Vitry-le-François souhaite développer un observatoire social et urbain.

Ne pouvant s'appuyer sur une agence d'urbanisme et ne souhaitant recourir à différentes prestations d'études épisodiquement en fonction des besoins, la ville a choisi de monter son propre observatoire social et urbain participatif.

En effet, il s'agira d'un projet partagé avec les principaux pourvoyeurs de données avec lesquels il s'agira de conventionner pour définir collégialement la nature de la donnée utile et le mode de collecte (CAF, France Travail, Education nationale, Gendarmerie, Département, CCAS etc.). L'analyse de la donnée recueillie sera présentée et explicitée par son propre pourvoyeur au cours d'un comité de pilotage observation.

Productions attendues

La finalité de l'observation n'est pas de recueillir toute l'information existante. La collecte doit répondre à une problématique et à un questionnement.

La production de connaissance peut être multiforme et il convient bien de dissocier différents niveaux (études ponctuelles, thématiques, territoriales, qualitative, suivi et évaluation, etc.)

Principes généraux et objectifs :

L'efficacité de l'organisation de l'observation peut être réalisée à travers 3 portes d'entrées :

- Par l'identification des possibilités de mutualisation et par une remise à plat du rôle de chacun
- Par une animation adaptée
- Par une organisation du suivi et du pilotage du dispositif d'observation.

Mode d'animation de l'observation

Les indicateurs et les productions d'un observatoire n'ont généralement de valeur qu'au regard du commentaire qu'ils suscitent et du débat qu'ils génèrent. Les temps de restitution et d'analyses partagées sont indispensables.

Cela contribue également à rendre lisible et à asseoir la fonction d'observation au sein de la collectivité et auprès des partenaires.

La réussite de l'observatoire repose également sur les instances de pilotage que sont :

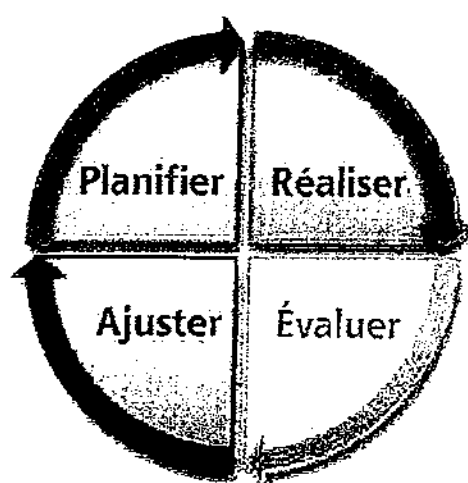
- Un comité de pilotage
- Un comité technique
- Une cellule « resserrée » de l'observatoire

EVALUATION

De manière générale, il s'agit d'une démarche continue qui vise à « mesurer, quantifier et caractériser une situation, un résultat ou une performance, de nature complexe et donc à priori difficilement mesurable ».

Dans le cadre de la politique de la ville, elle permet de vérifier que les projets menés répondent bien aux orientations fixées dans le contrat de ville.

Elle permet de veiller à la cohérence des actions retenues et à la pertinence des moyens mis en œuvre, selon les publics visés et les problèmes repérés.



La plupart des actions conduites répondent déjà, au titre de la justification de l'utilisation de fonds publics, à une exigence de bilan/évaluation à transmettre aux différents financeurs. Il ne s'agira pas d'imposer aux acteurs un nouveau format contraignant. Pour autant il est important d'aller plus loin que les classiques procédures d'évaluation mises en place jusqu'à présent tout en restant pragmatiques quant aux moyens nécessaires pour suivre et animer cet outil d'aide à la gouvernance. En effet, il s'agira de travailler sur trois principes :

- La **simplicité d'utilisation**, notamment en ne multipliant pas les critères d'évaluation ni le recensement des informations, I

- **Indicateurs de réalisation** : ils indiqueront l'état de réalisation des actions ainsi que leur déroulement.
- **Indicateurs d'impact** : ils serviront à identifier les effets produits d'une action en direction d'un public précis. Ils se rapportent donc aux objectifs visés et aux résultats attendus.

- La **visualisation globale et rapide** par la déclinaison d'un code couleur par critère et action. Au travers de l'attribution d'une couleur (rouge/orange/vert) aux deux critères indiqués, le tableau de suivi nous indiquera chromatiquement l'état d'avancement du projet porté par le contrat de ville

- L'**approche qualitative et partagée** en rencontrant tous les porteurs de projets pour faire le point sur leur action et percevoir de manière sensible tous ses aspects.

SIGNATURES

Monsieur le Préfet
Préfecture De la Marne

Henri PREVOST

Monsieur le Président
Communauté de communes
Vitry Champagne & Der

Jean-Pierre BOUQUET

Monsieur l'adjoint au Maire
Mairie de Vitry-le-François

Thierry MOUTON

Monsieur le Président
Conseil départemental

Jean-Marc ROZE

Monsieur le Président
Conseil de Région Grand Est

Franck LEROY

Monsieur le recteur
Académie Reims

Vincent STANEK

Madame la directrice
Caisse d'Allocations Familiales

Sylvie VALLEE COUTURE

Madame la directrice
Agence Régionale de santé

Virginie CAYRE

Monsieur le Président
Directoire Foyer Rémois

Vincent HALLIER

ANNEXE 1

Contribution de la Région Grand Est aux nouveaux contrats de ville "Engagement quartiers 2030"

ARTICLE TYPE

Animée par le souci de la cohésion territoriale, la Région apportera son concours au contrat de ville en venant en appui aux actions visant à réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La Région s'engage :

- A mobiliser ses dispositifs de droit commun, dans la limite des crédits votés et dans le respect des critères d'éligibilité propre à chaque dispositif, pour soutenir la réalisation des actions inscrites dans le contrat de ville et rejoignant ses priorités. Les politiques suivantes pourront être mobilisées en particulier :
 - o La politique régionale de formation professionnelle ;
 - o La politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire ;
 - o La politique régionale de soutien aux associations ;
 - o La politique régionale de développement économique ;
 - o La politique régionale de soutien aux investissements au titre du renouvellement urbain durable dans les quartiers Politique de la ville d'intérêt régional préférentiellement, et les autres QPV hors NPNRU d'intérêt national ;
 - o Les politiques régionales de soutien à la rénovation énergétique des bâtiments publics, privés et des bailleurs et de soutien à la mise en place d'énergies renouvelables ;
 - o Les politiques régionales en faveur des mobilités ;
 - o Les politiques régionales en faveur de la jeunesse.
- A mobiliser les fonds européens dont elle est autorité de gestion sous réserve d'éligibilité des actions ;
- A rechercher la meilleure articulation avec les politiques publiques dont la Région est partie prenante et, en particulier, les pactes territoriaux pour la réussite de la transition écologique (PTRTE), l'équivalent des contrats pour la réussite de la transition écologique (CRTE) au niveau régional, et leurs déclinaisons.

La Région prendra position sur une éventuelle aide financière aux projets tels que décrits dans le contrat de ville après dépôt d'un dossier complet dans les délais de dépôt et via les téléservices dédiés, instruction de ce dossier selon les règlements d'intervention en vigueur et vote de la Commission permanente.